

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Jean-François REVEL. — Le principe de Budapest.....	1
Jean-Noël LECHAT. — Le Congrès Mondial de la Paix. I. Au service de Moscou	3
René MILON. — Le retour de la CGT à la FSM.....	6
K. LEVERGER et S. RENAULT-SABLONIERE. — L'URSS dans les manuels scolaires français.....	9
Pierre RIGOULOT. — Le PCF en terminale	11
Pierre LORRAIN. — Le nouvel organigramme de l'armée soviétique	11
Claude HARMEL. — Trois positions du PCF sur le socialisme soviétique (1976, 1979, 1986).....	14
Paul ANASTASI. — Le retour des réfugiés politiques grecs	17
P.R. — Les antécédents de l'affaire Daniloff.	20

CHRONIQUES

Branko LAZITCH. — La révolution nicaraguayenne selon les sandinistes	21
Guy BARBIER. — Le Parti communiste contre le « Pasqua-mania »	22
C.H. — La langue de bois et la transformation de la FEN en confédération générale..	24
Une prison tchécoslovaque.....	26

LE POINT DE VUE D'EST & OUEST

Mutation idéologique	28
----------------------------	----

NOTES ET INFORMATIONS

La situation de « <i>l'Humanité</i> ».....	30
Compagnons de route du PCF : degré zéro...	30
Pas de retraite pour les amis	31

LES LIVRES

P. R. — Un petit tour chez les « rénovateurs »	32
---	----

Le principe de Budapest...

La question posée par les événements de 1956 à Budapest ne consiste pas seulement à se demander quel est l'état actuel de notre compréhension de cet événement passé.

Elle consiste surtout à se demander si nous sommes capables, nous qui vivons dans le monde démocratique, de reconnaître le principe directeur de 1956, son schéma organisateur, dans des situations à l'enveloppe événementielle, à la localisation géographique et à la formulation politique différentes.

Sommes-nous capables de transposer notre évaluation de 1956 ? Cette transposition est apparemment aisée car certaines répétitions de 1956 en sont presque des copies conformes (Prague 1968,

par exemple) ou en sont des copies améliorées avec des variantes qui, pour être subtiles et habiles parfois, ne sont quand même que des variantes.

Pourtant, comme dans le cas de la Pologne en 1981, elles ont complètement dérouté les Occidentaux : la droite voulait préserver la détente et Yalta. La gauche voulait préserver le socialisme.

Si le schéma de 1956 n'a pas été retrouvé à Prague en 68 ou à Varsovie en 81, il n'est pas étonnant qu'il n'ait pas été retrouvé non plus lorsqu'il se présentait sous des dehors plus éloignés du modèle d'origine. Percus alors comme dépourvus de toute signification générale, ces événements ont été dès lors considérés comme autant de problèmes intérieurs aux pays concernés. Pourtant, il

existe un « code génétique » de 1956, un code qu'on peut mettre en évidence dans bien d'autres cas si l'on se débarrasse des accessoires et des particularismes propres à chaque événement (Ce code doit naturellement être lu à partir 1944/1945, période de sa mise en place pour les pays d'Europe Centrale).

Voici ce code :

Un pays se trouve dans une période de transition vers la démocratie, soit après une guerre d'indépendance anticoloniale ou nationale, soit après la fin d'une dictature de droite de type civil (Portugal de Salazar) ou militaro-fasciste (Espagne de Franco). Les deux aspects peuvent d'ailleurs être associés (Europe Centrale, Angola, Mozambique, Viet-Nam) mais aussi un seul peut dominer, comme à Cuba, au Nicaragua, au Portugal, en Espagne où des dictatures ont été anéanties sans guerre d'indépendance ou de libération (mais parfois avec guerre civile).

En général, dès l'apparition de la nouvelle période de transition, les principaux partenaires politiques décident que des élections auront lieu dans un délai fixé d'un commun accord, avec l'assistance éclairée, voire la garantie tutélaire de la puissance libératrice (Europe Centrale) ou de l'ancienne puissance coloniale (Angola). Plusieurs scénarios sont alors possibles :

- 1) L'histoire se déroule conformément au plan prévu (c'est le cas – rare – de l'Espagne).
- 2) Les communistes mettent à profit l'intervalle de temps qui précède les élections pour éliminer ou domestiquer les autres courants politiques de façon que les élections n'aient pas lieu ou aient lieu à la manière soviétique (avec parti unique et candidats officiels).

Cela peut se faire :

- sans présence de troupes « fraternelles » et l'on aboutit à un succès pour les communistes (comme en Yougoslavie en 1945 et en Tchécoslovaquie en 1948), ou à un échec (comme au Portugal en 1975) ;
- avec présence de ces troupes en appui au PC local (c'est le cas de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Bulgarie, de l'Angola, etc...)

Les troupes étrangères peuvent aussi être envoyées fort loin dans le pays pour empêcher qu'il y ait des élections libres. C'est le cas de l'Ethiopie et du Mozambique, sans parler de l'Angola déjà mentionné.

Le stade suivant consiste dans tous ces cas à faire passer l'opération pour une victoire de la démocratie sur le fascisme ou la « réaction », du moins au début, le temps d'installer un pouvoir qui sera vite reconnu comme légal dans les rapports d'Etats à Etats. Toute proposition de retour est alors d'emblée condamnée comme effet d'une « agression indirecte » (Ethiopie 77, Angola et Mozambique aujourd'hui) ou comme « atteinte aux intérêts de la communauté socialiste » (Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968, Pologne 1981).

La mise en œuvre répétée de ce code n'empêche pas les polémiques de se poursuivre au sein des opinions publiques occidentales : bien des observateurs ne reconnaissent toujours pas dans les situations nouvelles l'application de la formule ancienne. Un bon moyen de la faire apparaître dans sa nudité serait pourtant d'exiger des élections libres sous contrôle international. Or les défenseurs de la « démocratie » songent absolument à tout sauf à cette unique solution pour départager les interprétations divergentes.

Un bon exemple de cet aveuglement peut être fourni par les résolutions du dernier congrès de l'Internationale socialiste à Lima, le 23 juin 1986 : d'après cette résolution, les seules dictatures du continent sud-américain sont au Chili et au Paraguay ; l'unique menace extérieure pour l'Amérique Centrale vient du président Reagan ; l'unique gouvernement de la région sur lequel il faut exercer des pressions pour qu'il négocie avec les rebelles est celui du président Duarte au Salvador ; l'unique pays menacé par la présence de bases étrangères sur son territoire est le Honduras ; le plus grave reproche qu'on puisse faire au régime sandiniste est qu'il n'a pas encore réalisé les objectifs de non-alignement, de pluralisme et d'économie mixte ; l'unique parti politique qui mérite d'être encouragé au Panama est le Parti Révolutionnaire Démocratique manœuvré par les militaires, et à Porto Rico, le Parti indépendantiste bien qu'il n'ait jamais obtenu 10 % des votes lors des élections libres qui se déroulent depuis fort longtemps dans cette île, fait qui, bizarrement, semble laisser de marbre l'Internationale socialiste.

En fait, on se refuse à reconnaître ce « code génétique » pour plusieurs raisons :

– Même si un consensus existe pour estimer que l'URSS n'est plus qu'un empire militaire et qu'elle n'a plus de message idéologique et économique, on raisonne dans chaque situation concrète comme si ce pouvoir était encore revêtu d'une légitimité supérieure.

– On ne se pose pas le problème fondamental de la réversibilité (à court et à moyen terme en tout cas) du communisme. Pour les communistes, l'alternance n'existe pas. Et les non-communistes, les anti-communistes même acceptent ce postulat dès lors qu'il s'agit d'Etats communistes et soviétisés.

– On s'appuie sur la fausse interprétation du partage de Yalta, donc de l'Europe et du monde, comme sur un facteur de stabilité. Or le seul facteur de stabilité, en fait depuis quarante ans, a été la dissuasion nucléaire. La division de l'Europe est au contraire un facteur d'instabilité : l'Europe Centrale ne sera jamais tranquille, soumise et l'URSS ne sera jamais rassurée sur le sort de l'Europe Centrale tant que l'Europe Occidentale sera libre. C'est pourquoi le maintien de l'occupation soviétique en Europe Centrale porte inscrite en son sein, si on la considère comme intangible et si elle reste telle, la destruction à terme de l'autonomie de l'Europe Occidentale.

Jean-François REVEL

Le Congrès Mondial de la Paix

I – AU SERVICE DE MOSCOU

Si l'on s'en tenait au discours d'ouverture du vieux leader radical Hermond Lannung, président du Comité préparatoire international, le caractère ouvert, libre et démocratique du Congrès Mondial pour la Paix de Copenhague ne saurait être mis en doute : « *Il n'y aura pas de tabous à ce congrès. Je le souligne parce que nous avons été attaqués injustement, notamment par la presse, qui est très réactionnaire en ce qui concerne la politique de la Paix.* »

La presse internationale et particulièrement danoise se serait-elle trompée ? Aurait-elle injustement dénoncé comme pro-soviétique un congrès démocratique destiné à contribuer véritablement à un monde plus pacifique ? C'est ce qu'essaya de démontrer, à la manière soviétique, c'est-à-dire au moyen de statistiques, le secrétaire général du parti radical, Jens Clausager, lors de la séance de clôture, quatre jours plus tard. Comment pouvait-on accuser la réunion de Copenhague d'être privée de représentativité, alors qu'y avaient assisté 2 468 personnes représentant 136 pays et 94 organisations internationales ? Comment pouvait-on la dénoncer comme peu démocratique, sachant qu'on y avait organisé 7 Centres thématiques, 8 forums spéciaux, 17 réunions spéciales ou ateliers, sans compter les innombrables discussions informelles et les activités culturelles ? Qui plus est, le Congrès de Copenhague n'avait-il pas accueilli 1 830 interventions de délégués au cours de 4 jours de discussions ? Son envolée finale était parfaitement prévisible : « *Notre congrès a prouvé que le dialogue était possible.* »

Si « quantitativement », celui qui eut l'honneur de présider les deux séances d'ouverture et de clôture ne peut être contesté, il ne fallut pas plus de 60 minutes pour démontrer que « qualitativement », il s'était largement trompé. En effet, moins d'une heure après son discours d'ouverture, un événement aussi brutal que soudain vint brusquement rappeler l'assistance à la réalité. Alors qu'un jeune sandiniste s'en prenait aux violations (américaines) des droits de l'homme, une quarantaine de personnes – des jeunes Danois, Allemands et Britanniques accompagnés d'une douzaine d'Afghans – grimpaient sur l'estrade sous les yeux médusés des délégués et de la télévision danoise, en hurlant : « *Pourquoi ne parlez-vous pas de l'Afghanistan ?* ».

Il ne fallut pas moins d'un quart d'heure pour expulser, *manu militari*, au terme d'une bagarre particulièrement violente, ces adolescents venus dénoncer les silences du Congrès. On préféra les chasser aux cris de « *C.I.A. go home* » et de « *fascistes* ».

Loin d'être unique, cet incident – le plus dramatique de la réunion – constituait la preuve éclatante des manipulations sous-jacentes du congrès de Copenhague. Comme le souligna un journaliste lors de la conférence de presse finale, un tel événement ne se serait pas déroulé « *si le Congrès pour la Paix avait été effectivement un forum ouvert, libre et démocratique* ».

Un congrès sous influence

Assurément la presse danoise, pas plus qu'*Est & Ouest* (1), ne s'était trompée dans ses analyses. Le Congrès de Copenhague n'aura été qu'une grande-messe « pacifiste » au service de l'URSS et d'elle seule. Aucun des thèmes de la politique étrangère soviétique n'aura été oublié, aucun de ses ennemis épargné, aucun de ses alliées critiqué. Que l'on se place sur le terrain du désarmement, des conflits régionaux ou du terrorisme, ce fut toujours la position officielle soviétique qu'on défendit. Si l'on décrit de quelle façon le congrès considéra l'épineux problème « Terrorisme et terrorisme d'Etat », on comprend qu'il ne suffit pas d'offrir aux délégués des thèmes de discussion intéressants pour transformer une réunion en un forum ouvert. Tout dépend de la manière dont sont organisés les débats. A Copenhague, la parole fut donnée en premier lieu à cinq délégués libyens – une manière cavalière d'accabler les Etats-Unis de tous les maux du terrorisme. Dans les quatre heures de discussion qui suivirent, il n'y eut pas une seule intervention invitant à réfléchir sur le terrorisme moyen-oriental ou sur le terrorisme d'Etat... soviétique.

On pourrait répéter ces constatations à propos du Centre thématique n° 4 intitulé « Paix et Droits de l'homme ». Si l'on y aborda le problème de l'Afghanistan, ce fut pour dénoncer les ingérences américaines. A titre d'exemple, voir ce passage du discours d'un délégué belge représen-

(1) Voir les articles de Branko LAZITCH dans les numéros 31 et 34 d'*Est & Ouest*.

tant une association appelée « Rencontre pour la Paix » :

« (...) En 1978, la révolution a chassé cette noblesse et aujourd'hui, ce sont ces seigneurs qui dirigent la contre-révolution, et cela au nom des droits de l'homme (...). A l'appel du Gouvernement de Kaboul, l'URSS est venue pour lutter contre la guerre non déclarée. Nous pouvons comparer avec le Vietnam, comme le fait un grand nombre de mouvements, de partis dans le monde. Quand les Américains étaient au Vietnam, ce pays est devenu l'un des plus pauvres du monde, plus d'un million de gens ont été assassinés, sans parler des populations handicapées à vie par les gaz. Quand les Soviétiques sont en Afghanistan, ils ne pillent pas, ils ne détruisent rien ; par contre, l'alphabétisation se généralise, les soins de santé sont donnés à toute la population, le chômage tend à disparaître, le pouvoir d'achat à augmenter, la réforme agraire a réussi. C'est pourquoi, pour les Afghans, les Soviétiques sont des amis » (vifs applaudissements).

Sauf exception, ce discours est représentatif de l'ensemble des interventions prononcées au congrès de la Paix.

C'est que loin de réunir des « courants de l'opinion publique de l'Est et de l'Ouest », comme l'avait assuré Lannung lors de son discours d'ouverture, on avait soigneusement évité d'inviter au congrès des mouvements d'opinion indépendants qui auraient pu, d'une manière ou d'une autre, mettre l'URSS au banc des accusés. En particulier la délégation afghane ne comptait que des communistes « Parcham » et, par suite de pressions soviétiques, des organisations comme le « Charte 77 », « Wolnosc I Pokoj » (Liberté et Paix) proche de Solidarité, « Moscow Trust Group » s'étaient tous vu refuser l'entrée au congrès en dépit de tentatives répétées.

Il en fut de même pour le « Comité Ukrainien pour la Paix », une organisation créée peu après Tchernobyl par des pacifistes britanniques, d'origine ukrainienne pour la plupart.

Cette organisation faillit créer l'événement dans la mesure où les organisateurs danois, croyant avoir affaire à un comité soviétique, avaient accepté dans un premier temps l'inscription de ses militants. Il fallut la vigilance des Soviétiques pour bloquer en dernière minute l'entrée des délégués de cette organisation pourtant en règle d'inscription et de frais d'adhésion.

Copenhague réunit ainsi, du côté oriental, d'authentiques apparatchiks et du côté occidental, des communistes non moins authentiques, à côté de quelques pacifistes égarés et de centaines de militants issus du tiers-monde, alliés du camp socialiste.

Sous le signe de Reykjavik

Il n'est pas besoin de rappeler ici les objectifs majeurs de la politique étrangère soviétique (affaiblissement de la puissance américaine et de la co-

hésion occidentale), ni l'une des tactiques préférées de l'URSS, qui cherche appui autant sur les P.C. qu'elle contrôle que sur de nouveaux alliés, qu'elle parvient à mobiliser sur tel ou tel point particulier pour les amener à servir sa stratégie globale.

Il ne fait guère de doute que Copenhague fut organisé pour entreprendre une gigantesque campagne de propagande à l'encontre de l'Initiative de Défense Stratégique (I.D.S.).

Les quatre jours du congrès furent principalement centrés autour de cette seule et unique question, au point que toutes les autres en furent négligées. Au « Club pour la Jeunesse », on chanta, pour les pacifistes en herbe, des chansons au refrain invitant à lutter contre l'IDS. La conférence de presse des délégués sandinistes se termina par un appel contre le déploiement des armes dans l'espace. Une conférence organisée au « Centre des femmes » sur Reykjavik dégénéra en meeting anti-I.D.S. ... On pourrait croire la manœuvre grossière. Elle l'était assurément pour le spectateur averti, mais pas pour le délégué moyen, déjà acquis aux thèses soviétiques.

Ces délégués « moyens » furent subjugués par les Borovik, Lebedev, Grachev, ces Soviétiques « new look » présents à Reykjavik, formés à l'école arbatovienne, qui abandonnent la langue de bois au profit du « parler vrai » et qui savent manier l'humour autant que le charme ou la langue anglaise. Il fallait voir Andreï Grachev, fonctionnaire soviétique à l'UNESCO, séduire une centaine de déléguées, principalement américaines, par une description très gorbatchévienne de l'échec de Reykjavik. Présentant cet échec comme un véritable drame historique, il sut conclure de façon très émotive : « Oui, je suis déçu que les Américains persistent dans l'ancienne voie (le militarisme), mais je reste néanmoins optimiste. Reykjavik a prouvé que le désarmement nucléaire était possible (...). Oui. Reykjavik était une question de vie ou de mort. »

Dans la même veine, on verra ces Soviétiques se déclarer « opposés » à la guerre en Afghanistan. On entendit ainsi Genrik Borovik, de l'Union des écrivains de l'URSS et vice-président du « Comité soviétique pour la Paix », déclarer que l'URSS avait refusé à quatorze reprises d'aider la jeune révolution afghane, mais que finalement les ingérences de la C.I.A. l'y avait obligée et qu'elle partirait dès que la guerre contre les « bandits » serait terminée : « Des jeunes Soviétiques n'y meurent-ils pas chaque jour ? ».

Les Soviétiques allèrent encore plus loin dans la sophistication. Ils tirèrent le maximum de profit des très nombreux délégués Américains présents à Copenhague (159 contre 65 Soviétiques, 39 Français, 16 Italiens et 2 Chiliens) en particulier de la dizaine de ceux qui s'étaient déplacés lors de la rencontre au sommet de Reykjavik. Autant que possible, ils essayèrent de s'abriter derrière leurs déclarations, plus gorbatchéviennes que nature. Il fallait voir ce « capitaine » James Bush, directeur-associé d'une organisation-paravent baptisée « Centre pour l'Information sur la défense », se

réclamer du peuple américain pour dénoncer l'irresponsabilité du président Reagan et de la presse américaine, accusée, dans le cas de Reykjavik, de « désinformation » ; il fallait voir, aussi, ces quelques femmes représentant l'une ou l'autre des organisations féministes au service de Moscou donner leur version tronquée de Reykjavik.

Haro sur l'I.D.S.

Que l'IDS fût la vedette américaine du congrès de Copenhague, les rapports des différents « centres de discussion », distribués peu avant la clôture, en apportèrent la preuve flagrante. Tout tourne, en effet, autour du désarmement nucléaire, de l'arrêt des essais nucléaires et de l'I.D.S.

Evoquons les conclusions du « Centre 7, Paix et Confiance » :

« La confiance et le désarmement sont indivisibles. Le moratoire et les propositions soviétiques ont été perçus comme des facteurs positifs. Les participants ont insisté sur la nécessité de démanteler les armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et d'empêcher la construction d'armes spatiales. La nécessité impérieuse de parvenir à une interdiction des essais nucléaires a également été soulignée. Les mouvements pacifistes doivent influencer les décideurs politiques et faire pression sur les gouvernements. »

On découvre, dans tous ces rapports, l'une des suprêmes habiletés de la propagande soviétique qui résume, en fait, le congrès de Copenhague : la confusion la plus totale entre Paix et Désarmement nucléaire. Tout doit être subordonné à la question du désarmement nucléaire, jusqu'à la Justice comme tendent à le démontrer les conclusions du « centre thématique n° 1 » consacré précisément à l'important problème de « Paix et Justice ».

A qui sert, en effet, la justice au bord de l'holocauste nucléaire ?

« Dans les discussions, les participants ont souligné, en ce qui concerne le thème, qu'il

était plus adéquat de dire « Justice et Paix », parce qu'il ne peut y avoir de paix sans justice, sans de bonnes relations entre les hommes et les peuples, sans égalité et liberté. Nous sommes cependant au bord de l'holocauste nucléaire et c'est pourquoi la préoccupation majeure ne pourra être que la paix, car il nous faut prévenir et écarter le péril de l'auto-destruction de l'humanité. C'est grâce à ce préalable que nous pourrions donner au concept de justice sa véritable dimension (...). A cet égard, les participants ont souligné qu'en discutant la question de la paix et de la justice, il ne s'agit pas d'épiloguer sur des problèmes particuliers de personnes, de communautés ou de pays, mais du devenir même de l'humanité dans son ensemble. Après la réunion de Reykjavik, ce sentiment devient plus important parce que le danger d'anéantissement total de l'humanité se fait de plus en plus tragique et imminent. »

En donnant une vision millénariste des relations internationales, en conférant à Ronald Reagan (brandissant-la-terrible-guerre-des-étoiles) le statut d'Antéchrist des temps modernes, les Soviétiques jouèrent autant qu'il était possible sur la peur atomique des délégués pour les amener à tenir, consciemment ou non, le rôle d'auxiliaires de la politique étrangère de l'URSS.

Stockholm avait son appel, Copenhague ne pouvait décemment être laissé sans armes de combat. C'est chose faite depuis le 17 octobre 1986, avec cette objurgation : « Pour arrêter la course aux armements sur terre et pour la prévenir dans l'espace, pour éliminer toutes les armes nucléaires, nous demandons une mesure urgente et pratique : arrêter tous les essais nucléaires immédiatement, pas de guerre des étoiles. »

Le congrès de Copenhague semble bien confirmer les analyses de ceux qui ne voient dans la nouvelle rhétorique gorbatchévienne que les habits neufs d'une même et vieille stratégie.

Jean-Noël LECHAT

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**
et je (*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal	262 F
abonnement pour l'étranger	346 F
abonnement de soutien (personne physique)	360 F
abonnement de soutien (personne morale)	600 F

(*) barrez la case appropriée.

LE RETOUR DE LA CGT À LA FSM

Au XI^e congrès de la Fédération Syndicale Mondiale qui s'est tenu du 12 au 22 septembre 1986 au Palais de la République à Berlin-Est, la CGT a réintégré les organes directeurs de la FSM : Henri Krasucki en est devenu l'un des vice-présidents, comme l'avaient été Benoît Frachon, puis Georges Séguy, et, si le secrétaire général (qui fut longtemps un Français : Louis Saillant de 1945 à 1968 ; Pierre Gensous de 1968 à 1978) est toujours le communiste soudanais Ibrahim Zakaria, un Français est à nouveau membre du secrétaire de la FSM : le communiste Alain Stern, qui, président de la Commission des Sociétés trans-nationales de la FSM depuis 1981, habite à Moscou — « où il s'est très vite acclimaté » (*l'Humanité*, 23-9-1986) — depuis cette date (1).

Ainsi a été mis fin à la « brouille » survenue entre la CGT et la FSM, apparemment en 1978, lors du IX^e Congrès de la FSM à Prague, en fait cinq ans plus tôt, au XIII^e Congrès, à Varna (Bulgarie), en octobre 1973.

Il n'est pas sans intérêt de retracer à grands traits les différentes phases de cet épisode de l'histoire du Mouvement communiste mondial.

UNE FIDÉLITÉ INOPPORTUNE

L'affaire commença vraiment en octobre 1973.

La Confédération générale italienne du travail (CGIL) fit alors savoir qu'elle souhaitait prendre ses distances à l'égard de la FSM, et pour cela proposait que les statuts de l'Internationale fussent modifiés. A côté des *membres affiliés*, membres à part entière participant aux décisions de la FSM et tenus de les appliquer, il y aurait des *membres associés* qui profiteraient de certains services de la FSM et de son appui, mais sans avoir voix délibérative dans ses instances, ni être tenus à une discipline quelconque à son égard.

Le secrétaire général de la FSM, le communiste français Pierre Gensous, reprit cette proposition (certainement avec l'accord des Soviétiques), mais en lui donnant un autre sens :

« Nous voulons faire une nouvelle ouverture unitaire en permettant aux organisations qui ne sont pas affiliées, mais qui veulent coopérer avec la FSM, d'avoir, si elles le désirent, un statut de « membre associé à la FSM », avec des droits et des devoirs qui resteraient à préciser, y compris, si cela s'avère nécessaire, dans les statuts de l'organisation (la FSM) » (*l'Humanité*, 18/10/76).

(1) Né à Belleville en 1931, il serait entré en 1943 aux Jeunesses communistes alors qu'il était à treize ans dans les maquis limousins. Il a été secrétaire général de la Fédération des Travailleurs de la métallurgie après 1968.

Comme le disait Séguy, qui acceptait la modification demandée, celle-ci devait permettre à la FSM de se renforcer en amenant dans sa mouvance des organisations auxquelles l'affiliation faisait peur, « et non à inciter des membres affiliés à réclamer le statut d'associé. C'est une addition que nous visons, non une soustraction » (id.).

Pourquoi ? La Confédération européenne des syndicats (CES) avait été définitivement constituée le 10 février 1973, et les syndicalistes communistes italiens souhaitaient y entrer, les deux autres confédérations italiennes, la CISL et l'UIL en étant membres fondateurs. Or, la CES exigeait, pour accepter la CGIL dans ses rangs, que celle-ci se désaffiliât de la FSM.

On interpréta généralement à l'époque cette position de la CGIL comme un preuve supplémentaire de la volonté d'indépendance des communistes italiens à l'égard de Moscou ; l'évidente complaisance des Soviétiques parut dictée par le souci de lâcher du fil pour empêcher la rupture. Quant aux communistes français, ils restaient, comme il se devait, figés dans la fidélité inconditionnelle à Moscou.

Les commentateurs étaient loin du compte et, dès cette date, les soviétologues s'étaient aperçus qu'il y avait, dans cette émancipation de la CGIL à l'égard de la FSM, et donc de Moscou, une large part de comédie.

Cela devait être confirmé quelques années plus tard par Pierre Gensous lui-même, au cours d'une interview qu'*Intersocial*, une publication des *Liaisons Sociales*, reproduisait dans son numéro 46 de février 1979. A cette date, comme on le verra plus loin, Pierre Gensous n'était plus secrétaire général de la FSM (mais il était membre du Bureau confédéral de la CGT depuis juin 1978, et bien entendu toujours membre du Comité Central du PCF).

Citons le passage en question :

« D. : Mais il y a une autre solution, celle adoptée par les Italiens qui ont fait adopter au Congrès de Varna le statut des « associés ». A ce sujet, comment se fait-il que les Soviétiques aient appuyé les Italiens contre la CGT française ?

P. Gensous : Mais non. Ce sont les Italiens qui ont repris à leur compte une proposition faite par les Soviétiques eux-mêmes ».

Ainsi, loin de s'opposer au départ des Italiens, les Soviétiques l'avaient suggéré. C'est eux qui avaient fait présenter par Pierre Gensous ce texte ambigu qui permettait à la fois de s'associer à la FSM sans y adhérer et de se détacher d'elle

sans quitter sa mouvance. Ils souhaitaient donc que les organisations affiliées prennent ou se donnent l'air de prendre leurs distances à l'égard de l'Internationale syndicale, trop manifestement inféodée à l'Union Soviétique.

Cela faisait partie d'une immense manœuvre visant à rassembler les organisations syndicales du monde entier (et pour commencer, celles de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural) dans une seule internationale, même très peu disciplinée, du moins au départ : ainsi les Soviétiques, par l'intermédiaire de leurs syndicats ou d'organisations amies comme la CGIL, la CGT, auraient eu, à nouveau comme de 1945 à 1948 quand la FSM était unie, le contact avec les grandes organisations syndicales du monde industriel qui, à part deux, la CGT et la CGIL, avaient rompu tout rapport avec eux.

Comme Thorez au moment de la déstalinisation et du rapport de Khrouchtchev, Séguéy se montrait plus orthodoxe que les Soviétiques et refusait une manœuvre dont assurément il comprenait le but, mais qu'il jugeait dangereuse.

Son orthodoxie était hérétique. Et c'étaient les prétendus hérésiaques de la CGIL qui, si l'on ose dire, demeuraient dans la ligne en ayant l'air de s'en écarter.

1978. LA BROUILLE

Ce n'est certainement pas par hasard qu'en 1979 Pierre Gensous vendit la mèche. A cette date, le torchon brûlait entre la CGT et la FSM. La confédération française n'avait certes rompu ni avec la FSM, ni avec les syndicats soviétiques, mais il est vrai que les relations, jusqu'alors toujours au beau fixe, connaissaient des passages nuageux et des heures orageuses.

On ne saurait retracer ici les péripéties de la querelle qui opposa la CGT à la FSM. Nous nous bornerons à dire que cette querelle constitue le reflet, sur le plan syndical, de la brouille qui, de 1975 à 1979, troubla les rapports entre le PCF et le grand parti frère dont le siège est à Moscou.

En veut-on la preuve ? On la trouvera en comparant ces textes où le secrétaire général du PCF et celui de la CGT formulaient en des termes à peine différents le même grief – ce n'était pas le seul – à l'égard de Moscou et de la désinvolture avec laquelle les camarades soviétiques pratiquaient l'internationalisme prolétarien, sacrifiant les intérêts de la lutte révolutionnaire en France aux besoins de la politique internationale de l'URSS, si louable que fût celle-ci.

Le 31 mars 1976, après avoir déclaré que les communistes français rejetaient « *la formule utilisée voici longtemps dans des conditions toutes différentes selon laquelle la pierre de touche de l'internationalisme serait le soutien en toutes choses de l'Union Soviétique* », M. Marchais ajoutait :

« Il ne faut pas compter non plus nous faire admettre des jugements qui

sont en totale contradiction avec la politique antinationale, atlantique et de freinage de la détente, de Giscard d'Estaing, et des démarches qui, au nom de la coexistence pacifique entre Etats, contredisent la bataille que nous menons ici contre le pouvoir du grand capital, contre les partis réactionnaires » (*l'Humanité*, 1/4/1976).

Propos qu'il devait renouveler le 20 juin suivant, lors de la conférence des Partis communistes européens à Berlin :

« Nous ne saurions admettre quelque démarche que ce soit qui, au nom de la coexistence pacifique entre Etats, porterait atteinte à la lutte que nous menons contre le pouvoir du grand capital, pour la démocratie et le socialisme. Nous ne connaissons pas de devoir plus haut que celui que nous avons à l'égard de notre classe ouvrière, de notre peuple » (*l'Humanité*, 1^{er} juillet 1976).

En bref – mais ce n'était là sans doute que la partie émergée de l'iceberg – Marchais reprochait à Brejnev de soutenir M. Giscard d'Estaing que les communistes français voulaient abattre.

En avril 1976, à la réunion du bureau de la FSM, Georges Séguéy exprimait la même idée en des termes un peu plus voilés, mais le message était clair.

D'après lui, les gouvernements des principaux pays capitalistes prétendaient obtenir, en échange de leur adhésion à la coexistence pacifique et à la détente, le maintien du *statu quo* économique et social dans « *les pays et régions du monde où l'impérialisme exerce sa domination* » :

« C'est une question qui revêt pour nous et, selon nous, pour tous ceux qui se réclament de l'internationalisme prolétarien, une importance de premier plan.

« Nous sommes, dans notre pays, parmi les meilleurs combattants de la coexistence pacifique, de la détente et du désarmement, mais nous sommes en même temps et pour les mêmes raisons *des révolutionnaires qui défendons les intérêts des travailleurs, qui voulons libérer leur pays de la domination du grand capital monopoliste et aller vers le socialisme...*

« Sur cette question, il ne peut y avoir de compromis entre nous et les gouvernants et partis de droite qui exercent encore leur domination sur notre peuple.

« A cet égard, toutes manifestations concrètes de solidarité à notre combat de la part de nos camarades des pays socialistes, capitalistes ou en voie de développement, sont une aide précieuse pour notre lutte et je tiens à remercier ici les organisations sœurs qui placent cette solidarité de classe au-

dessus de toute autre considération »
(*Le Peuple*, 1-15 juin 1976).

Séguy ne le disait pas en clair, mais tout le monde comprenait que le secrétaire général de la CGT regrettait de ne pouvoir compter parmi les organisations sœurs qui soutenaient les travailleurs français dans leur lutte contre le grand capital et ses gouvernements, les organisations syndicales de l'URSS et des pays socialistes.

C'est à partir de cette date que la CGT adopta une position critique à l'égard de la FSM. Relatons-en les deux manifestations principales (2).

1 – En octobre 1977, le *Peuple* publia un document dont Séguy pouvait dire, à juste titre, qu'il était « sans précédent dans l'histoire de la CGT ». Il s'intitulait : « *Réflexions de la CGT sur le rôle des syndicats dans les pays socialistes* ».

La CGT y prenait ses distances à l'égard des pays socialistes sur deux points : la violation des libertés individuelles « dans certains pays socialistes », la subordination des syndicats au gouvernement et à sa politique, notamment sur le plan international – en particulier, le document évoquait le manque d'autonomie des organisations syndicales des pays socialistes au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les dites organisations s'alignant systématiquement sur les positions de leur gouvernement.

2 – Au IX^e Congrès de la FSM, qui se tint à Prague (16-23 avril 1978), la CGT n'alla pas jusqu'à la rupture. Elle se résigna même à avaler de singulières couleuvres : elle accepta le choix que les Soviétiques avaient fait de Prague comme siège du congrès. Autrement dit, dix ans après l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie, la CGT avait l'air de cautionner la « normalisation ». Ses représentants au congrès se vengèrent en polémique contre les syndicats tchécoslovaques et en recevant les porte-parole de la Charte 77.

Spectaculairement, Séguy annonça que la CGT ne représenterait pas la candidature de Pierre Gensous au secrétariat de la FSM, abandonnant ainsi un poste dont le titulaire avait jusqu'alors toujours été un Français. Par ce geste, elle entendait n'assumer aucune responsabilité majeure dans l'action de la Fédération syndicale mondiale.

Toutefois, elle fit savoir qu'elle se donnait un temps de réflexion avant de prendre sa décision définitive. Elle se déterminerait après la réunion du Bureau de la FSM, en 1979, en fonction du bilan qui serait alors dressé des activités de l'Internationale. En attendant, elle maintiendrait « sa contribution à la vie de la FSM » et continuerait d'assumer « ses responsabilités à part entière dans toutes les organisations de la FSM, y compris ses Unions internationales de syndicats ».

Bien entendu, elle ne cautionnerait aucune activité fractionnelle au sein de la FSM.

C'est dire que les ponts n'étaient pas rompus : du côté des Français, tout en se donnant des airs d'indépendance, on n'avait aucune envie de les rompre, pas plus à la CGT qu'au PCF.

SAVANTE MANOEUVRE

La réconciliation du PCF avec le PCUS s'annonce au milieu de 1979 et culmine avec le voyage de M. Marchais à Moscou, en janvier 1980 (alors que l'intervention militaire soviétique en Afghanistan occupait tous les esprits).

La CGT ne pouvait évidemment pas demeurer en arrière. Comment Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, pourrait-il bien avoir une politique différente de celle de Krasucki Henri, membre du Bureau politique du PCF ? Ce n'est même pas concevable.

Toutefois, le retour au bercail (un bercail que l'on n'avait jamais vraiment quitté) ne se fit qu'avec une sage lenteur ; il vient seulement de s'achever. Et cette lenteur s'explique peut-être par des événements qui ont limité la liberté d'action de la CGT, en particulier ceux de Pologne en décembre 1981. Passe encore que le Bureau confédéral ait pratiquement approuvé l'état de guerre proclamé par Jaruzelski. Il était difficile à la CGT de déclarer, trois mois plus tard, au 10^e Congrès de la FSM, qui se tint à La Havane en février 1982, que les critiques formulées par elle à Prague en 1978 contre les syndicats des pays socialistes et leur subordination au gouvernement, étaient désormais sans fondement.

Le contre-temps polonais a donc joué un rôle dans le retard apporté à ce qu'on peut appeler le retour à la normale dans les relations CGT-FSM. Toutefois, l'analyse de ce processus – accidentellement prolongé – suggère l'existence d'une manœuvre subtile, mais caractéristique de cet art d'utiliser les difficultés que Lénine a enseigné à ses disciples.

Peut-être, du temps de Staline, la CGT aurait-elle été contrainte d'aller à Canossa, de faire son autocritique et de perdre la face. On a jugé plus habile et plus efficace – et plus « léniniste » – de faire servir l'« opposition » de la CGT à une transformation de la FSM que les Soviétiques essayaient d'effectuer depuis longtemps, dans l'incrédulité générale, mais qui peut-être deviendrait plus crédible si elle apparaissait comme imposée à la FSM et aux Soviétiques par les critiques, l'opposition, les menaces de départ de la CGT.

René MILON

(2) Pour plus de détails, nous nous permettons de renvoyer à notre article des « Etudes Sociales et Syndicales » n° 27, juin 1978 : « *Le IX^e congrès de la FSM (16-23 avril 1978) ou la comédie de Prague* ».

L'URSS DANS LES MANUELS SCOLAIRES FRANÇAIS

Quelle vision de l'URSS les manuels d'histoire donnent-ils au lycéen français de 1986 ? (1). Il apprend tout d'abord que l'URSS n'est pas un Etat de type nouveau, mais qu'elle continue la Russie : « *Le goût du secret est hérité pour une part de la Russie des Tzars* », affirme un dossier des éditions Bordas, qui illustre cette continuité avec un passage d'une lettre du marquis de Custine sur les difficultés à voyager en Russie. Colin (classe de 1^{re}) met, lui, comme légende à une photo d'*Alexandre Nevski*, le film d'Eisenstein : « *L'éternelle grandeur russe au service de la politique stalinienne* » et Belin (classe de terminale), de son côté, dit de Staline qu'il « *pose en héritier des Tzars rassembleurs des terres et des hommes* ». La confusion est même totale dans le manuel de 3^e de Nathan entre URSS et Russie : « *Les Russes occupent Prague le 21 août 1968* » !

Vive la Révolution !

Pourtant, la Révolution a bien eu lieu. La Révolution, c'est-à-dire un événement bon en soi, qui n'implique pas, en lui-même, les exactions commises en son nom. La terreur qui suit la prise du pouvoir par les Bolchéviks n'a rien à voir avec le système qu'ils instaurent. Elle est soit le mauvais moment à passer, celui où il faut bien casser des œufs pour faire une omelette et en cela toutes les révolutions se ressemblent (« *le gouvernement adopte alors, comme en France de l'an II, une politique d'exception : le communisme de guerre* » (Bordas 3^e) ; soit la conséquence des dangers que font courir à la Révolution ses ennemis : « *La gravité des périls conduit le gouvernement bolchévique à établir un régime de terreur économique et politique...* », dit Hatier (3^e), qui ajoute : « *Pour triompher, le Parti communiste a dû recourir à des mesures extrêmes ; dans la misère et le désordre, il est difficile de respecter les pratiques démocratiques...* ». Même de la famine, les révolutionnaires ne sont pas responsables : « *La violence de la lutte, mais aussi la résistance du koulak, paysan riche, au partage des terres (sic), et l'occupation anarchique des usines provoquèrent la disette* » (notons en passant l'euphémisme).

(1) *Est & Ouest* avait publié une étude sur le même sujet il y a déjà douze ans, en 1974. Depuis les élèves, les professeurs et les manuels ont changé et une nouvelle enquête permet d'utiles comparaisons avec la précédente.

Staline en demi-teintes

Après la période léniniste, tous les manuels condamnent la période stalinienne et ses pratiques. Hatier (terminale) indique que 5 à 12 millions de personnes se trouvaient au Goulag. Colin (1^{er}) évoque « *la dictature stalinienne de 1934 à 1940* ». Selon Belin (terminale), « *de 1946 à 1953, la terreur est à l'ordre du jour* ».

Mais l'institution de la dictature bénéficie d'une description parfois élogieuse de ses réalisations : pour Colin (1^{er}), « *avec le redressement économique, le pays respire et la vie sociale prend un tour nouveau... une grande liberté culturelle contribue à créer ce climat de détente (sic)... une politique de la femme restaure la totale égalité des sexes* ».

Et puis, le système stalinien n'est pas totalement condamnable : « *Depuis 1928, lit-on dans le Colin pour terminales, il « a toujours su combiner et faire alterner les mesures (sic) de détente (la constitution de 1936) et les méthodes de contrainte (répression policière, épuration, terreur de masse)* ».

Curieusement, les manuels font remonter le début de la dictature stalinienne à 1934 (date de l'assassinat de Kirov, prélude à de nouvelles répressions et à de nouvelles purges). Il est tout de même difficile de proclamer la démocratie d'un État qui, comme l'État soviétique, a interdit dès les premiers jours de la révolution tout parti et toute presse d'opposition ! Colin (classe de 1^{er}) évoque pourtant « *la dictature stalinienne de 1934 à 1940* » et Belin (classe terminale) le rétablit par Brejnev du « *système qui prévalait avant 1934, date de la naissance de la dictature* ».

La deuxième guerre mondiale fournit l'occasion d'un consensus pour souligner le rôle uniquement positif de l'URSS. Seule ombre au tableau : le pacte germano-soviétique, considéré toutefois comme un acte réaliste de la part de Staline et auquel il s'est résigné devant la faiblesse et l'indécision de l'Occident. Quant au massacre de Katyn, nul ne le mentionne... En tout cas, la guerre et la victoire ont des conséquences intérieures heureuses : « *En 1945, l'heure semble à la détente, l'effort de guerre s'est accompagné d'une relative libéralisation du stalinisme* ».

Après Staline

Staline mort, la « dictature » n'est plus perceptible. L'URSS redevient un pays normal. Le manuel pour terminales de Belin parle de mesures libérales sous l'ère Béria-Malenkov et de disparition progressive du Goulag. « La proportion de contre-révolutionnaires serait tombée à cette époque de 5 % à 2 % ». Les titres des chapitres de ce manuel évoquent l'accession à la prospérité et à la liberté : « Arrêt de la dékoulakisation ». « Libérer les détenus du Goulag ». « Progrès de la consommation ». Avec Khrouchtchev, « les Soviétiques ont le droit au mieux-être et même les droits civiques sont autrement mieux respectés que naguère ; le changement l'emporte sur la continuité » (Belin, terminale). Sous Brejnev, le niveau de vie continue à progresser régulièrement. L'abandon des normes marxistes-léninistes rigides en matière économique est connu : « La voie moyenne entre centralisme bureaucratique et réalisme économique a été ouverte » (Delagrave, terminale). De nombreuses réformes ont été entreprises sur ce plan. Ainsi, « l'URSS connaît une période de changements, elle se développe au milieu d'obstacles multiples ». Voilà qui « prouve la permanence des efforts d'adaptation » (idem).

Il ne faut donc pas parler d'échec, mais d'espoir, d'ouverture. Delagrave (géographie-terminale) s'appuie ainsi habilement sur « les Américains » (quels Américains ?) qui « plutôt que de parler d'échecs, « préfèrent insister sur les changements qui doivent, selon les Soviétiques, permettre à leur économie de passer définitivement à la voie intensive ».

La leçon à tirer de l'histoire de l'URSS est en fin de compte favorable au socialisme marxiste : « A la différence du tzarisme, le socialisme assurait à tout travailleur logement et nourriture et prenait en charge les transports, les cantines, l'aide médicale... » (Bordas, 3^e). « L'enseignement gratuit et obligatoire et les actions extra-scolaires firent reculer l'analphabétisme et progresser la qualification technique ». Si « l'URSS (Delagrave, terminale) est devenue en quelques décennies la deuxième puissance du monde », c'est grâce au communisme : « l'organisation socialiste de l'économie est largement responsable de la rapidité des progrès réalisés depuis 1930, malgré la tragédie de la 2^e guerre mondiale » (Delagrave, géographie-terminale).

Les échecs, eux, n'ont rien à voir avec le communisme : si « les résultats ont été assez décevants » (en ce qui concerne les taux de croissance), affirme Hatier (géographie-terminale), c'est que « le point de départ était assez bas » (id.).

Autres explications des échecs économiques soviétiques : la guerre, mais aussi l'Occident. Celui-ci, après la deuxième guerre mondiale, ne tarda pas « à réagir par l'établissement d'un embargo sur tous les produits stratégiques susceptibles

d'être importés par l'Europe de l'Est » (Delagrave, histoire-terminale). Le même manuel enfonce le clou pour la période actuelle : « La crise mondiale est en partie responsable des difficultés actuelles de l'économie soviétique : coût des importations majoré par l'inflation mondiale... augmentation des taux d'intérêt sur les marchés financiers ».

Au total, l'URSS soutient fort bien la comparaison avec les États-Unis, les photos et documents illustrant la situation intérieure des deux pays le montrent bien : si les problèmes raciaux et la pauvreté aux États-Unis sont bien mis en évidence (Hatier 3^e montre « le ghetto noir », une Indienne dans une réserve, un hélicoptère et des policiers fouillant des candidats à l'immigration clandestine à la frontière mexicaine, une manifestation contre le chômage et, pour illustrer la crise de 1929, des paysans pauvres aux visages accablés), les photos concernant l'URSS sont beaucoup plus neutres. Dans l'ouvrage cité plus haut, des photos de Lénine et des affiches de propagande pour le passé, une usine d'aluminium à Bratsk et un sovkhose au Kazakhstan pour le présent, constituent une iconographie peu critique... Il en va de même en ce qui concerne la politique extérieure des deux États. Pour les États-Unis, Belin (3^e) parle d'« impérialisme militaire », « économique », « monétaire » et « culturel ». Il s'agit, pour les USA, de « dominer le monde ». En revanche, quand il aborde l'URSS, le même manuel titre sur « Coopération économique et coexistence pacifique ».

Le même éditeur, pour son manuel de terminale, évoque « le temps des priorités impériales » (1945-1957) et le « rêve brisé » (1957-1968). Il s'agit de « l'impérialisme américain », bien sûr. Les titres, quand il s'agit de l'URSS, sont moins évocateurs : « L'URSS stalinienne », « La déstalinisation », « Brejnev et la normalisation », etc.. Dans le manuel de Belin (3^e) qui évoquait avec insistance « l'impérialisme », on dit seulement, au sujet de l'URSS, que « l'armée rouge intervient parfois pour préserver les intérêts de l'URSS dans sa sphère d'influence en Hongrie, en Tchécoslovaquie, ou pour étendre celle-ci : l'Afghanistan ».

Karine LEVERGER
Sabine RENAULT-SABLONNIÈRE

P.S. Nous n'avons pas voulu établir un palmarès des manuels du point de vue des atteintes à la vérité concernant l'URSS. Nous tenions seulement à signaler un certain nombre de points ou de modes de présentation plus ou moins favorables, en tout cas complaisants. Si vous aviez voulu être on se sait quels Gault et Millaut de l'objectivité historique et politique, nous aurions dû aussi signaler la qualité de tel chapitre, de tel passage ou la valeur de la documentation proposée pour tel autre. Tel n'était pas notre propos.

Le P.C.F. en « terminale »

Les Editions sociales (éditions du parti communiste) ont publié elles aussi, cette année, un manuel d'histoire pour classes terminales (1). Pas moins de seize historiens y ont collaboré. D'où des tons assez différents selon les chapitres. Les uns apparaissent nettement prosoviétiques, les autres le sont plus habilement, nuancent, critiquent même... On est loin, dans ces passages, de l'orthodoxie de *l'Histoire du PC (b)* ! En revanche, certains autres ne la dépasseraient pas. La politique soviétique entre 1939 et 1941, par exemple, donne l'occasion aux auteurs de ce manuel de reprendre les justifications stalinienne les plus éculées du pacte germano-soviétique : l'URSS était « hantée par la politique occidentale des mains libres à l'Est », par la politique de la Grande-Bretagne, notamment, « qui bloquait les négociations » soviéto-occidentales. C'est cela qui l'a poussée à signer un pacte avec l'Allemagne nazie.

La guerre germano-polonaise de septembre 1939 fournit aussi l'occasion d'accuser les Occidentaux : « La Pologne est écrasée en 15 jours (?) pendant qu'à l'Ouest, sur une frontière allemande dégarnie, les armées alliées restent immobiles ». L'accusation est d'autant plus remarquable que l'entrée des Soviétiques en Pologne, combinée avec l'avance allemande, n'est même pas mentionnée ! Il faut passer deux pages pour en trouver une allusion floue à souhait : « En 39-40, l'URSS a réussi à reculer de plus de 200 km vers l'Ouest les bases de départ hitlériennes en usant du pacte de non-agression comme d'un moyen de préparer sa résistance ».

La guerre finie, l'URSS, pacifique et préoccupée de sa seule défense, et comme « hantée par sa sécurité », se trouve donc obligée d'imposer le communisme à toute l'Europe centrale : « Elle refuse, en effet, à ses portes, tout régime qui n'entreprendrait pas avec elle des relations de bon voisinage ».

Le manuel des *Éditions sociales* est, en revanche, plus proche de la vérité quand il évoque le stalinisme d'après la guerre : le rôle diri-

(1) *Histoire du temps présent*, sous la direction de S. Volkoff, Ed. Sociales Messidor, Paris 1986.

geant des « grands frères » russes à l'intérieur de l'URSS, l'évaluation à 10 000 000 du nombre des prisonniers du Goulag et même l'antisémitisme « réactivé par les autorités » sont évoqués. Pourtant, le lecteur (l'adulte critique, mais le lycéen ?) sera peu concaincu par la conception optimiste d'un progrès continu, mais têtu ! de la société soviétique.

Après la nuit stalinienne, l'aube confuse khrouchtévienne : le rapport présenté au 20^e congrès, mais aussi sa non-publication en URSS ; des réformes, mais aussi un « style brouillon et imprévisible », un « aspect chaotique » de sa politique d'ouverture, une « application hâtive » et d'incessantes modifications...

Puis le jour se lève avec Brejnev : toute cette confusion, cette imprévisibilité, ce chaos ne sont plus de mise avec lui. Et l'ordre brejnevien ne jette pas l'enfant avec l'eau de bain. La déstalinisation, aspect positif du khrouchtchévisme, n'est pas abandonnée : « On ne revient pas sur les principaux acquis de la déstalinisation. Au contraire... ». Un peu plus loin, on confirme que le culte de la personnalité de Brejnev ne nuit pas à la démocratie : « On ne revient pas en arrière, et c'est là visiblement (sic) une volonté collective qui part du principe que toutes les grandes décisions doivent être énoncées par le premier dirigeant du parti ».

L'ombre au tableau est surtout portée par l'économie et sur ce plan, l'auteur, qui analyse ses insuffisances, est très sévère. Une amélioration des performances économiques soviétiques passe, selon le manuel, par le fin de la planification rigide et « la nécessité de prendre en compte la société soviétique dans toute sa complexité ». Mais « cela est-il possible sans un profond renouvellement du système idéologique que l'URSS s'est forgé au cours de son histoire » ? Et bien oui : cette « exigence de réformes structurelles » est en train de s'imposer : « De plus en plus de dirigeants mettent en avant la nécessité d'un tournant radical, la remise en cause de structures dépassées qui, mises en place sous Staline, jouent désormais le rôle de frein ».

Pierre RIGOULOT

LE NOUVEL ORGANIGRAMME DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE

Les impératifs tactiques de l'Union Soviétique lui imposent de changer l'image de monstre belliciste qu'elle avait fini par donner d'elle-même au cours de la précédente période de l'occupation de l'Afghanistan à la crise des euromissiles). Ses objectifs sont clairs : revenir à une ligne de détente, négocier sur le contrôle des ar-

mements et même, pour empêcher l'IDS du président Reagan, paraître promouvoir une politique de désarmement.

Mais une nouvelle image passe par de nouveaux hommes, on l'a vu au niveau diplomatique (*Est & Ouest*, octobre 1986).

Au sein de la direction de l'armée, les principaux exécutants des anciens durcissements, en poste pour la plupart depuis Brejnev, ont été progressivement remplacés, versés au corps des inspecteurs de l'armée (équivalent d'une mise à la retraite), limogés ou sont simplement morts.

La ligne hiérarchique du ministère de la Défense comprend le ministre, trois premiers vice-ministres, le chef du directeur politique principal, et un nombre variable de vice-ministres consacrés chacun à un secteur d'activité (génie militaire, approvisionnement et logement des troupes, défense civile, etc.) dont les plus importants sont les commandants-en-chef des cinq forces armées : missiles stratégiques, terre, défense aérienne, aviation et marine.

Le secrétaire du comité central du parti chargé de l'industrie d'armement supervise également le ministère.

De l'équipe en poste au moment de la mort de Youri Andropov en février 1984, seuls deux hommes ont conservé leur place : les maréchaux Viktor Koulikov, patron des troupes du Pacte de Varsovie et premier vice-ministre, et Aleksandre Koldounov, commandant-en-chef des forces de défense aérienne et vice-ministre. Les promus appartiennent dans leur presque totalité à la nou-

velle génération « gorbatchévienne », et tous entre cinquante-cinq et soixante-cinq ans.

Dans les derniers mois de 1984, le ministère a été pour ainsi dire décapité avec le limogage, en septembre, du chef d'Etat-Major général d'alors, le maréchal Nikolaï Ogakov, et le décès, en décembre, du ministre de la Défense, le maréchal Dimitri Oustinov. Ce dernier n'avait de militaire que le titre. C'était en réalité un « apparatchik » en poste depuis l'époque de Staline. Spécialiste de l'industrie militaire, il était parvenu à superviser ce secteur en tant que secrétaire du comité central de 1965 à 1977. La phase d'armement intensif de l'armée pendant la période brejnévienne s'était déroulée sous son autorité.

Il a été remplacé par un fade tankiste, le maréchal Sergueï Sokolov, âgé de soixante-quatorze ans. Au moment de la mort d'Oustinov, il occupait le poste de premier vice-ministre de la Défense chargé des questions générales. Ce poste échut au commandant-en-chef des forces de Terre, le maréchal Petrov, lui-même remplacé par son adjoint le général Ivanovski.

Le maréchal Ogarkov, qui avait lié son nom à l'idée que l'URSS était en mesure de gagner une guerre nucléaire, fut limogé à la fin du mois de

LA HIÉRARCHIE MILITAIRE SOVIÉTIQUE (Evolution de 1984 à 1986)

Poste :	Titulaire en été 1984 :	Date de départ :	Titulaire à l'automne 1986 :
Secrétaire du CC Industrie Défense	ROMANOV G	juil. 85 (L)	ZAÏKOV L.
Ministre Défense	OUSTINOV D.	déc. 84 (D)	SOKOLOV S.
1 ^{er} vice-ministres :			
Chef état-major Général	OGARKOV N.	sept. 84 (L)	AKHROMEÏEV S.
Commandant Pacte de Varsovie			KOULIKOV V.
Affaires générales	SOKOLOV S.	déc. 84 (P)	LOUCHEV P.
Vice-ministres Commandant des Forces Armées :			
Missiles stratégiques	TOLOUBKO V.	juil. 85 (R)	MAKSIMOV Iou.
Armée de terre	PETROV V.	jan. 85 (P-R)	IVANOVSKI Ie
Défense aérienne			KOLDOUNOV L
Aviation	TOLKOUNOV S.	nov. 84 (D)	IEFIMOV N.
Flotte	GORCHKOV S	déc. 85 (R)	TCHERNAVINE V
Directorat Politique	IEPICHEV A.	juil. 85 (R)	LIZITCHEV A.

(L) Limogé.

(D) Décédé.

(P) Promu.

(R) Versé au corps des inspecteurs de l'armée (retraite).

septembre 1984, au moment où les relations Est-Ouest commençaient à se réchauffer et où les négociations avec les Etats-Unis, interrompues depuis plus d'un an, allaient reprendre. Des versions divergentes sur sa nouvelle affectation circulent.

Si l'on en croit la version la plus vraisemblable, il aurait été nommé au poste moins important de commandant du théâtre d'opérations (ou « Front ») Ouest qui comprend, en cas de guerre, les troupes de RDA, Pologne, Tchécoslovaquie et Biélorussie. A ce titre, il demeure membre du comité central du parti, comme les trois autres commandants de « Fronts » : les généraux Guerassimov (Sud-Ouest), Zaïtsev (Sud) et Trétiak (Extrême-Orient). Un « Front » n'a pas d'existence légale en temps de paix, mais, comme l'explique Viktor Souvorov, transfuge du G.R.Ou. (renseignement militaire), réfugié en Grande-Bretagne, dans son excellent ouvrage « *Inside the Soviet Army* » (McMillan, New York, 1983), leur structure de commandement est prête en permanence.

Selon une autre version dont il est difficile d'apprécier la véracité, Ogarkov commanderait en fait l'ensemble des « Fronts » occidentaux (Ouest, Sud-Ouest et peut-être aussi Sud). Il aurait ainsi une position plus élevée. Argument à charge de cette version : on ne voit pas réellement qui, à part Ogarkov, pourrait commander le « Front » Ouest.

En tout cas, le limogeage d'Ogarkov apparaît comme une opération purement politique. Sa nouvelle affectation, suffisamment importante pour lui permettre de conserver un siège au Comité central, prouve que professionnellement on n'a rien à lui reprocher et qu'il demeure l'un des principaux stratèges soviétiques. Au printemps 1985, une brochure signée de lui, « *Istoria outchit bditelnosti* » (« L'Histoire enseigne la vigilance », Voïenizdat, Moscou, 1985), reçut un accueil très favorable non seulement dans le journal de l'armée « *Krasnaïa Zvezda* » mais aussi dans la presse centrale et celle du parti, comme la « *Pravda* ». Le 27 octobre dernier, Ogarkov a publié un nouvel article, largement diffusé à destination de l'étranger par l'agence de presse Novosti, sur la nécessité de l'URSS de se lancer dans la création d'armes classiques de haute-technologie « capables de briser (l'ennemi) dans n'importe quelle condition donnée ».

A signaler cependant que depuis l'été 1985, le maréchal Ogarkov, n'a plus été mentionné ou cité de manière significative par la presse soviétique. Après la rencontre Reagan-Gorbatchev de Reykjavik, le retour du maréchal arrive à point nommé pour donner du crédit à l'idée que les « colombes » pourraient bien être remplacées par les « faucons » si l'Occident n'accepte pas de négocier aux conditions du Kremlin. Rappelons que l'agence de presse Novosti qui a servi d'amplificateur à l'article dépend maintenant directement du département de la propagande du parti, supervisé par Aleksandre Iakovlev secrétaire du Comité

central, un proche, dit-on, de Mikhaïl Gorbatchev.

Ogarkov fut remplacé par le maréchal Sergueï Akhromeïev, qui occupait depuis 1979 les fonctions de premier adjoint au chef de l'état-major général et était, à ce titre, le premier subordonné d'Ogarkov. Akhromeïev, général d'armée lors de son accession à ce poste de premier adjoint, fut élevé à la dignité de maréchal en mars 1983, cinq mois après la venue au pouvoir d'Andropov. En juin de la même année, il fut promu de candidat à membre titulaire du Comité central du parti. Fait exceptionnel, ces deux distinctions n'avaient encore jamais été accordées à un adjoint au chef de l'état-major général. Ces éléments semblent indiquer qu'Andropov avait planifié la future promotion d'Akhromeïev. Oustinov et Ogarkov devaient, eux, l'essentiel de leur carrière à Brejnev.

La deuxième phase importante du renouvellement du ministère de la Défense eut lieu en juillet 1985. Le secrétaire chargé de l'industrie d'armement depuis juin 1983, par ailleurs membre important du Politburo, M. Grigori Romanov, fut limogé. Romanov, ancien premier secrétaire du parti pour la région de Léningrad, passait pour le principal rival de Gorbatchev pour la succession de Tchernenko. Ceci explique certainement sa disgrâce. Mais son rôle de superviseur du complexe militaro-industriel peut également y avoir contribué. En tout cas, c'est grâce à des indiscretions de Romanov, pendant l'automne 1984, que l'on sut très rapidement que le maréchal Ogarkov conservait des fonctions de commandement.

Le remplaçant de Romanov au secrétariat du parti a été Lev Zaïkov, membre du Bureau politique et lui aussi ancien premier secrétaire du parti pour la région de Léningrad. A noter que le maréchal Dimitri Oustinov fut lui aussi, en son temps, à la tête de l'organisation léningradienne du parti.

Le limogeage de Romanov fut rapidement suivi, dans le courant du mois de juillet, par ceux du commandant en chef des forces de missiles stratégiques, Vladimir Toloubko, et du chef du directeur politique principal, Alekseï Iepichev, qui devait mourir deux mois plus tard.

Ces changements donnèrent lieu à une curieuse rotation de personnel qui a trouvé son dénouement un an plus tard, en août dernier.

En ce qui concerne le commandement des missiles stratégiques, ce fut le commandant du « Front » Sud, le général Iouri Maksimov, qui remplaça Toloubko. Le général Zaïtsev, qui commandait alors les troupes soviétiques en RDA (380.000 hommes), prit le poste laissé vacant par Maksimov. Il fut lui-même remplacé en Allemagne par le général Piotr Louchev, qui commandait précédemment le district militaire de Moscou.

Un an après, en août 1986, le général Louchev, que l'on dit proche de Gorbatchev, vient d'être promu au poste de premier vice-ministre de la Défense chargé des affaires générales, en remplacement du maréchal Petrov, versé au corps des inspecteurs de l'armée. C'était ce poste qu'occu-

paît le maréchal Sokolov avant de succéder à Dimitri Oustinov à la tête du ministère.

Le remplaçant du général Iepichev à la tête du directeur politique principal, le général Alekseï Lizitchev, venait également de RDA, où il dirigeait les services politiques du groupe des forces soviétiques.

Il est intéressant de noter que Lizitchev n'était pas dans la meilleure des dispositions pour succéder à Iepichev. Il n'arrivait que dix ou douzième dans l'ordre hiérarchique des chefs des départements politiques de l'armée et de la flotte. Devant lui, se trouvaient non seulement les adjoints directs de Iepichev et tout particulièrement le premier d'entre eux, l'amiral Sorokine, mais aussi les chefs politiques des cinq forces armées dont deux d'entre eux (les colonels généraux Popkov et Gortchakov) étaient candidats (membres suppléants) du Comité central. Lizitchev, lui, ne devait entrer au Comité central (comme titulaire)

qu'en mars dernier, à l'issue du XXVII^e congrès.

Autre point à retenir : Lizitchev est un militaire de carrière et non, comme Iepichev, un civil détaché à l'armée. Avant de prendre le commandement du directeur politique principal en 1962, Iepichev avait été, entre autres, premier secrétaire du parti de la région d'Odessa et ambassadeur en Roumanie et Yougoslavie.

Pour terminer ce panorama il faut également signaler la mise à la retraite, en décembre dernier, du vieil amiral Sergueï Gorchkov, qui fut le patron de la marine soviétique pendant près de trente ans. Il a été remplacé par l'amiral Tchernavine, son premier adjoint.

Dans le cas de l'amiral Gorchkov, il ne s'agit cependant pas d'une sanction. Le 1^{er} mai dernier, il était le seul des militaires ainsi écartés à être invité sur la tribune du mausolée de Lénine pour assister à la parade, avec la direction du parti et de l'armée au grand complet.

Pierre LORRAIN

TROIS POSITIONS DU P.C.F. SUR LE SOCIALISME SOVIÉTIQUE : 1976, 1979, 1986

Georges Marchais a profité de la réunion du Comité Central du P.C.F. (29-30 septembre 1986) pour porter sur l'Union soviétique et les pays socialistes un jugement qui permette au Parti de justifier le soutien qu'il apporte à ceux-ci. Un soutien qui ne se déclare plus « inconditionnel », comme au temps de Staline et de Thorez, et qui ne feint plus de ne pas voir les « insuffisances » et les « erreurs » des régimes communistes, mais un soutien qui n'en est pas moins resté constant et inébranlable, en dépit de moments vraiment difficiles.

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher cette déclaration de deux autres - dont l'une au moins est restée célèbre - pour faire apparaître, par la comparaison, ce qu'on pourrait appeler le « retour vers l'URSS » du Parti communiste français, étant entendu que, même dans les moments du plus grand désaccord, le cordon ombilical n'a jamais été rompu entre le PCF et la mère patrie du socialisme.

1976. RÉSERVES

Le 22^e Congrès du PCF se tint en février 1976, c'est-à-dire au moment où la brouille entre le PCF et le Parti communiste de l'Union Soviétique atteignait son sommet, une brouille dont les raisons, les contours et le « contenu » restent mal connus, mais dont la réalité n'est pas contestable.

A ce congrès, Georges Marchais s'appliqua à définir, en termes savamment balancés, l'attitude du PCF à l'égard des pays socialistes.

Il commença par l'éloge - enthousiaste - des réalisations de ces pays et par l'affirmation d'une solidarité indestructible :

« Plusieurs partis communistes... ont déjà conduit avec succès leur pays au socialisme... Quelle œuvre gigantesque ils ont déjà réalisée, quelle démonstration de la supériorité du socialisme ils ont déjà donnée ! C'est le socialisme qui, en Union Soviétique, a réalisé cet immense progrès historique que constituent la disparition de l'exploitation de l'homme, l'édification d'une économie puissante qui se développe sans crise, sans chômage et sans hausse de prix galopante, une considérable avancée du niveau de vie, l'accès des travailleurs aux responsabilités, la démocratie à l'entreprise, l'égalité des chances, l'extension de la culture à toute la société. C'est le socialisme qui a permis à Cuba de liquider en un délai remarquablement bref la famine, la corruption, le chômage, la discrimination raciale et d'obtenir des succès impressionnants dans les domaines de l'industrialisation, de la santé, de l'alphabétisation. Oui, nous sommes solidaires des partis qui accomplissent cette grande œuvre ! Que la réaction ne compte pas nous voir rompre cette solidarité » ! (*Cahiers du Communisme*, janvier-février 1976, p. 63)

Bel éloge apparemment, mais qui révèle à l'analyse quelque chose de factice et de grinçant.

Certes, l'Union Soviétique est nommée, mais son Parti communiste n'est pas distingué des autres. Ce que Marchais loue n'est même pas présenté comme l'œuvre de ce parti, mais comme celle du socialisme. Sans doute Marchais aurait-il pu répondre, si on lui avait demandé pourquoi il n'avait cité que l'URSS et Cuba, que c'était parce que faute de pouvoir les citer tous, il s'était borné au premier et au dernier (alors) pays où les communistes étaient parvenus au pouvoir. En réalité, il avait insinué que, somme toute, le mérite des communistes cubains égalait bien celui des communistes soviétiques.

La critique venait ensuite, selon les règles de la rhétorique communiste (laquelle faisait dire à Lucien Laurat qu'on pouvait sauter tout le début d'un texte soviétique et courir tout de suite au *mais* ou au *cependant*, où commence le vrai discours) :

« C'est avec la même volonté d'aider au progrès du socialisme, de son influence et de son autorité que nous exprimons franchement notre point de vue sur ce qui nous paraît erroné dans la pratique de tel ou tel pays socialiste...

« A cet égard, la nécessité du développement de la démocratie et des libertés dans le socialisme est un problème qui nous concerne les uns et les autres. C'est ainsi que lorsque le XX^e Congrès du P.C.U.S. a dénoncé les fautes, les crimes, les pratiques antisocialistes qui avaient eu lieu à l'époque de Staline, notre Parti et tout le mouvement communiste mondial l'ont apprécié comme un événement capital, d'importance internationale, ouvrant un chapitre nouveau de l'histoire du socialisme...

« Une leçon essentielle s'en dégageait entre autres : il faut toujours être en garde contre la tentation de substituer à l'effort démocratique de conviction, de confrontation et de bataille d'idées, les facilités de l'autorité et de la répression. C'est pourquoi il est naturel que nous exprimions notre désaccord avec les mesures répressives qui attentent aux libertés d'opinion, d'expression ou de création où qu'elles soient prises. Nous avons été amenés à le faire à propos de certains faits survenus en Union Soviétique. Nous ne pouvons pas admettre, en effet, que l'idéal communiste dont l'objet est le bonheur de l'homme et pour lequel nous appelons les travailleurs à combattre, puisse être entaché par des actes injustes et injustifiés. De tels actes ne sont nullement une conséquence obligatoire du socialisme. Nous pouvons d'autant moins les admettre lorsqu'il s'agit d'un pays dont le peuple est solidement, définitivement uni autour d'une œuvre socialiste de plusieurs décennies. » (op. cit. pp. 63-64).

Marchais terminait en assurant que l'existence de divergences à ce sujet entre le PCF et le PCUS ne conduisait naturellement pas les communistes français « à affaiblir leur volonté de coopérer » avec le parti soviétique « dans la lutte commune contre l'impérialisme et pour les grands objectifs communistes ».

Ne relevons qu'un détail, mais il est significatif : l'éloge s'adressait quasi-indistinctement à

tous les pays socialistes ; la critique, pour ne pas dire le blâme, ne concernait que l'URSS.

Enfin le passage obligatoirement consacré aux pays socialistes dans le « document » final était d'une brièveté et d'une sécheresse remarquables : treize lignes sur environ 750. Et l'URSS n'y était pas spécialement nommée (1).

1979. GLOBALEMENT POSITIF

Trois ans plus tard, au XXIII^e Congrès du PCF (mai 1979), le ton avait changé. La brebis égarée revenait au bercail. L'enfant boudeur s'était assis de nouveau à la table familiale.

Cette évolution figurait dans le projet de résolution proposé à la discussion du Parti et adopté par le congrès :

« Le socialisme existe. Il est entré dans l'histoire en octobre 1917, quand les ouvriers et les paysans russes ont, sous la conduite de leur parti communiste, conquis le pouvoir et aboli l'exploitation capitaliste. Après l'Union soviétique, d'autres pays ont connu cette transformation décisive. Au surplus, dans un délai historique qui est limité, s'agissant d'une tâche aussi vaste et tenant compte des situations de départ et des conditions rencontrées par chacun, les pays socialistes ont accompli une œuvre qui témoigne de l'existence et de la supériorité du système nouveau qu'ils se sont donné pour résoudre les grands problèmes de la société. C'est pourquoi, à la question de savoir quel est aujourd'hui l'apport du socialisme au mouvement historique des pays concernés et de l'humanité dans son ensemble, nous répondons : le bilan des pays socialistes est globalement positif » (*Cahiers du communisme*, juin-juillet 1979, p. 372).

L'éloge est moins pompeux qu'en 1976, mais, dans sa modération, il « fait » plus sincère, plus convaincu.

La critique qui suivait était, elle aussi, d'un ton plus modéré :

« Ni cette constatation, ni la prise en compte de la nécessaire diversité des formes du socialisme ne signifient que nous tirions un trait sur ce que l'on a pris l'habitude d'appeler le « stalinisme ». Pendant la période où elle était dirigée par Staline, l'Union soviétique a connu des répressions massives, la direction autoritaire et personnelle dans le Parti et l'Etat, le développement du dogmatisme de la pensée, de graves erreurs aussi bien dans les

(1) Dans le chapitre suivant de son rapport, G. Marchais évoquait, sous une forme doctrinale, ce qui nous paraît être à l'origine de la brouille entre les deux partis : « L'internationalisme prolétarien... unit au même titre tous les partis communistes. L'internationalisme prolétarien est, par nature, indivisible. Nous ne connaissons aucune forme d'internationalisme qui lui soit supérieure, pas plus que nous ne saurions admettre de le voir découpé en tranches régionales. C'est le caractère réciproque de cette solidarité, c'est le caractère universel de notre internationalisme qui fait qu'on peut parler d'un mouvement communiste mondial ». (op. cit. p. 65).

Marchais prétendait que le PCF avait droit au soutien du Parti soviétique quand il le lui demandait, en quelque sorte automatiquement. Ce qui revenait à dire que l'Union soviétique devait prendre l'avis du PCF avant d'arrêter sa politique à l'égard de la France. Très concrètement, cela signifiait que le PCF admettait mal le soutien indirect que les Soviétiques apportaient au gouvernement de droite en France, en particulier l'appui donné à M. Giscard d'Estaing lors de l'élection présidentielle en 1974.

méthodes d'édification du socialisme que dans la mise en œuvre des règles qui doivent régir les rapports entre partis communistes. Ces erreurs et ces crimes, le Parti communiste de l'Union soviétique entreprit d'y mettre fin dès la mort de Staline et les dénonça, en 1956, à son XX^e Congrès. De ce passé, il subsiste néanmoins aujourd'hui des pratiques et des défauts. De plus, il existe en Union soviétique – et aussi dans d'autres pays socialistes – des problèmes dont l'importance tient, selon nous, au fait qu'il y a méconnaissance persistante de l'exigence démocratique universelle dont le socialisme est porteur. Car s'il est vrai que chaque peuple construit et doit construire le socialisme à sa manière, la démocratisation progressive de toutes les structures de la société et de tous les rapports sociaux constitue une composante universelle nécessaire du socialisme. » (id.)

« Pratiques », « défauts », « problèmes » : on est loin des « erreurs » et des « crimes » de la période antérieure ! Il y a progrès.

Dans son rapport au Congrès, G. Marchais s'était montré encore plus favorable à l'URSS, à la solidarité qu'il convenait de lui manifester. Il avait souligné le rôle international du bloc des pays socialistes et les services qu'il avait rendus :

1. en créant « un nouveau rapport de forces mondial favorable aux forces de libération nationale, sociale et humaine, qui contraint l'impérialisme à la coexistence pacifique (et a) permis à l'humanité de connaître trente-quatre années sans guerre mondiale » ;

2. en jouant « un rôle considérable, notamment l'Union soviétique, pour aider matériellement et politiquement les mouvements de libération nationale » ;

3. en offrant « un point d'appui décisif pour la lutte des classes ouvrières dans les pays capitalistes. Peut-on imaginer qu'il nous serait possible de discuter aujourd'hui de la possibilité d'une voie démocratique au socialisme dans notre pays si le rapport des forces mondial était en faveur de l'impérialisme ? » (o.c.p. 46)

Bref, c'était leur rôle de chef de file de la révolution mondiale que, selon Marchais, les communistes avaient en vue lorsqu'ils appréciaient le bilan de ces pays « globalement positif ».

Quant à la méconnaissance, encore trop fréquente dans les pays socialistes, de « la composante démocratique universelle du socialisme » (formule dont G. Marchais semble bien s'être flatté d'enrichir le marxisme-léninisme), elle n'incitait assurément ni à la rupture avec l'URSS, ni à la condamnation de son système (innocent dans son principe de ces pratiques-là), ni à on ne sait quelle mise en quarantaine des pays socialistes jusqu'à ce qu'ils s'amendent (les sanctions, c'est bon pour l'Afrique du Sud). Elle invitait seulement les communistes à réfléchir et notamment à se demander si « leur divergence avec certains partis communistes des pays socialistes » ne portait pas, au fond, sur la vision qu'ils avaient « les uns et les autres, des voies et moyens par lesquels le socialisme peut et doit se développer comme étape nouvelle la plus avancée de l'évolution humaine ». (op. cit. p. 50)

Une position qui sent son Kautsky et son Léon Blum d'une lieue : ce qui est en cause, ce n'est pas le but, mais les moyens, qui ne sont pas sans effet sur le but.

Bref, tout se ramenait, ou presque, à un problème théorique. Et ce qu'on retenait, c'était une formule bien frappée, aussitôt populaire : *un bilan globalement positif*.

1986. EN PROGRÈS CONSTANTS

Aujourd'hui, G. Marchais ne voit dans la politique des pays socialistes que des sujets de satisfaction.

Certes, il déclare ne rien retirer des critiques formulées précédemment, mais il se réjouit d'avoir su leur conserver un caractère modéré et d'avoir refusé de suivre ceux qui, à propos des pays socialistes, parlaient de « sociétés bloquées », de « pays qui n'avaient plus rien de socialiste, qui avaient perdu toute capacité d'innovation et d'imagination ». Les « fossoyeurs du socialisme » avaient tort et lui, Marchais, avait raison, qui continuait de penser que le socialisme avait « en lui les ressources et les forces nécessaires pour corriger ses propres défauts et insuffisances ». (*L'Humanité*, 1-10-86, p. 16)

L'URSS et les autres pays socialistes sont en train d'en faire la démonstration. C'est en tout cas ce que G. Marchais nous propose de penser :

« Ces pays connaissent actuellement d'importantes évolutions. La plupart des partis communistes au pouvoir viennent de tenir leur congrès... Ce qui en ressort, c'est leur volonté d'analyser de façon lucide la réalité de leur pays, et l'idée qu'ils mettent en avant selon laquelle, à partir des progrès que le socialisme leur a permis d'accomplir, une nouvelle période doit s'ouvrir, touchant tous les aspects de leurs sociétés.

« De ce point de vue, le 27^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a été l'occasion d'affirmer avec force les nouvelles orientations décidées depuis avril 1985. Ce congrès a décidé un changement profond et global, marqué par la volonté de donner la priorité à la satisfaction des besoins de l'homme, et de lier cet effort à l'approfondissement de la démocratie et à l'efficacité économique. En d'autres termes, d'utiliser toutes les potentialités du socialisme. Dans son rapport, Mikhaïl Gorbatchev a ainsi souligné, entre autres choses, que « le développement accéléré de la société est inconcevable et impossible sans le développement continu de la démocratie socialiste, de tous ses aspects et manifestations ».

« L'Union soviétique a donc décidé de s'engager dans une nouvelle période de son histoire, ce qui l'amène à définir une politique sociale active, à perfectionner les rapports sociaux, à renouveler, voire à modifier les formes et les méthodes de travail des institutions politiques et idéologiques...

« L'évolution qui se dessine exige sans aucun doute beaucoup de travail, d'autant qu'elle se déroule dans un contexte international difficile ».

(lequel contexte a déjà servi à expliquer l'apparition du culte de la personnalité. C.H.).

« De plus, des contradictions, des résistances, des réticences existent, de plus en plus reconnues et situées. Mais une dynamique est créée, qui suscite une élévation du débat politique, et la participation plus grande des travailleurs et des citoyens». (o.c.)

L'ancienne position, qui consistait à soutenir que tout était pour le mieux en URSS, « paradis des travailleurs », est depuis longtemps insoutenable, non que la situation se soit aggravée en URSS, mais parce que les progrès de l'information et de la connaissance ne permettent plus de défendre pareilles balivernes. La position intermédiaire ne pouvait pas davantage être conservée :

reconnaître les atteintes à la légalité socialiste en URSS et les dénoncer permettait assurément d'esquiver des coups dans la polémique quotidienne – « nous aussi, nous désapprouvons » – mais, à la longue, cette position critique devait conduire à la rupture, à moins de révéler son caractère hypocrite.

Désormais, la fidélité à l'URSS et aux pays socialistes repose sur une base raisonnable. Ces pays, prétend-on, sont en progrès constants. A nouveau, ils portent l'espoir en eux. C'est par eux que continue de s'accomplir la marche au socialisme. Alors, pourquoi cesser de coopérer avec eux ?

Claude HARMEL

LE RETOUR DES RÉFUGIÉS POLITIQUES GRECS

Après leur défaite de 1947, environ une centaine de milliers de partisans communistes grecs (familles comprises) ont quitté leur pays pour aller s'installer dans ceux de l'Europe de l'Est. Cet exil constitue le nœud d'un drame dont le dénouement n'est pas encore totalement achevé et qui mérite d'être étudié, tant pour la façon dont les Soviétiques ont exploité ces contacts humains, que sur le plan de leurs « mesures actives » et de leur politique de désinformation.

Pour la gauche traditionnelle, les Grecs exilés en Europe de l'Est sont des héros, des victimes des gouvernements conservateurs grecs, ainsi que des Américains et des Britanniques, dont l'aide militaire et économique a été décisive pour entraîner leur défaite. Aux yeux de la droite traditionnelle, ces réfugiés sont au contraire des traîtres, responsables des nombreux meurtres qui ont entaché la période la plus sanglante de l'histoire grecque des temps modernes. Ces dernières années, un point de vue plus nuancé s'est imposé, selon lequel ces exilés regrettaient leur engagement dans la guérilla soutenue par les Soviétiques, avaient subi de dures épreuves et méritaient de pouvoir rentrer enfin dans leur patrie. Au surplus, il apparaît clairement que, dans leur grande majorité, ces réfugiés ne partagent plus les idéaux illustrés par les régimes des pays de l'Est qui les ont abrités, et qu'ils n'ont aucune intention de jouer un rôle actif dans les affaires politiques de la Grèce. Ils espèrent simplement trouver un moyen d'y vivre et de faire oublier leur passé politique.

En ce qui concerne les rapports humains, le problème qu'ils posent est intéressant, tant du point de vue social que politique : des familles entières ont été séparées et les contacts ont été des plus réduits entre ceux qui se sont enfuis et ceux qui sont restés en Grèce. Même des réfugiés politiques qui se sont repentis publiquement ont été dans l'impossibilité de rentrer dans leur pays, n'étant soutenus ni par les gouvernements grecs, ni par ceux des pays de l'Est. Beaucoup d'entre eux n'ont même pas pu assister aux funérailles de parents décédés, par crainte de représailles politiques. D'autres sont morts en exil.

Leur situation a toutefois changé de manière radicale en 1974, après la chute des Colonels et la restauration de la démocratie. Le gouvernement conservateur décida en effet d'autoriser, après étude de leur dossier, le retour des réfugiés qui déposeraient une demande individuelle en ce sens.

Parmi les 60 000 personnes intéressées, 25 000 rentrèrent dans les sept années qui suivirent. Puis, en 1982, le gouvernement socialiste de Papandréou favorisa un rapatriement massif, grâce à un allègement des formalités administratives. Cela permit encore à un millier de personnes de rentrer, si bien qu'aujourd'hui, plus de la moitié de ces 60 000 réfugiés se sont réinstallés en Grèce. Toutefois, environ 3 500 d'entre eux n'ont pas obtenu cette autorisation, même sous le gouvernement socialiste, motif pris de ce qu'ils représentaient une menace pour la sécurité nationale. Le nombre de ces retours a été aussi notablement

réduit du fait que les autorités des pays de l'Est ont été dans l'incapacité de transférer en Grèce la retraite et les autres prestations sociales auxquelles ces réfugiés avaient droit.

Des 20 000 émigrés vivant toujours dans les pays de l'Est, la plupart sont soit nés hors de Grèce, soit trop jeunes pour avoir participé à la guerre civile. Ils vivent surtout en Union soviétique et en Tchécoslovaquie. Il existe également des communautés grecques, d'environ 2 000 personnes, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie et en Bulgarie, et d'un millier en Allemagne de l'Est.

L'ATTITUDE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Bien loin de s'être efforcée de résoudre ce problème politique et humain, l'URSS l'a, au contraire, largement exploité.

Il existe aujourd'hui en Grèce deux comités de réfugiés politiques, farouchement opposés l'un à l'autre et dont les objectifs sont fondamentalement divergents.

L'Union Panhellénique pour le Rapatriement des Réfugiés Politiques Grecs (PEEPE), officiellement patronnée par le Parti Communiste Grec d'obédience soviétique (le KKE) prône une attitude de gratitude envers le bloc soviétique pour l'asile, le travail et la formation qu'il a offerts à ces réfugiés.

En face, se dresse le Comité pour le Rapatriement des Réfugiés Politiques Grecs, patronné par la fraction indépendante du Parti Communiste Grec « de l'Intérieur » et pour lequel le problème que posent les exilés provient essentiellement de l'exploitation économique et politique dont ils ont été victimes dans les pays de l'Est, ainsi que des faiblesses de gestion de ceux-ci.

En fait, au cours des dix dernières années, la question a été moins de savoir si les exilés pouvaient rentrer (dans la mesure où la porte leur était ouverte et où ils n'allaient pas créer de trouble politique ou social) que de déterminer comment ils allaient pouvoir survivre sur le plan financier. Outre les difficultés à trouver un logement et un emploi, ces réfugiés sont en effet confrontés à l'impossibilité de percevoir en Grèce leurs retraites et leurs diverses prestations sociales, comme c'est au contraire possible, en raison des accords bilatéraux conclus, pour les Grecs revenant des pays d'Europe occidentale, des Etats-Unis, du Canada ou d'Australie.

Dans un premier temps, les pays du bloc communiste ont expliqué qu'ils n'avaient pas les moyens d'exporter de telles sommes en devises étrangères. Elles s'élevaient à 38 millions de dollars pour l'URSS et 65 millions de dollars pour les cinq autres pays du Pacte de Varsovie.

Ensuite, l'U.R.S.S. et ses alliés se sont retranchés derrière le « principe de territorialité », selon lequel il revenait au pays où les réfugiés

avaient choisi de vivre de pourvoir à leurs droits sociaux.

Les réfugiés ne cachèrent pas leur colère et déclarèrent qu'il leur était impossible de quitter leur terre d'asile et de rentrer en Grèce sans avoir l'assurance d'y recevoir, un jour ou l'autre, leur retraite. Ils proposèrent de recourir à une solution provisoire : puiser dans les trois millions de dollars, en bijoux et en devises étrangères, qui avaient été collectés pour aider les familles des détenus politiques de gauche en Grèce et qui étaient toujours déposés dans les banques des pays de l'Est. Ils arguèrent en outre du fait que l'Union soviétique et ses alliés avaient bien fait parvenir des sommes importantes au Parti Communiste Grec pour la construction de son nouveau siège social, ainsi que pour la publication d'ouvrages concernant les technologies de pointe.

Les autorités grecques décidèrent de faire preuve de bonne volonté et acceptèrent que les pays de l'Est remboursent les prestations sociales des exilés sous forme de biens d'équipement, de machines et d'autres produits qui pourraient être vendus ou exploités en Grèce. Ce moyen, essayé pendant quelques temps, se révéla peu réaliste.

Au cours des dix-huit derniers mois, soit environ dix ans après le retour des premiers réfugiés, une série d'accords purent néanmoins être signés avec les pays du bloc soviétique (à l'exception de la Roumanie, qui refuse d'aborder cette question). Selon ces accords, les sommes dues aux 3 500 retraités seront acquittées en plusieurs versements, échelonnés entre trois et cinq ans, suivant les pays. A ce jour, seules la Hongrie, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est ont partiellement honoré ces dettes. Pour des raisons économiques et sociales, le gouvernement grec a toutefois commencé à verser les pensions dues en puisant dans les caisses de l'Etat, en attendant le paiement des sommes en question.

Le temps a aussi fait son œuvre. Quatre-cents réfugiés sont morts sans avoir jamais perçu leur argent, dont neuf se sont suicidés de désespoir.

LES RÉTICENCES DE L'U.R.S.S.

Pourquoi cette affaire a-t-elle pris une telle tournure, alors que, du point de vue politique, la question avait été résolue ?

Pour les Grecs, la réponse à cette question réside dans la crainte injustifiée des conséquences politiques défavorables que ces retours pouvaient engendrer au sein d'une droite revancharde, en matière d'emploi et dans les domaines économiques et sociaux en général. Ce danger ayant été écarté, il semble que la responsabilité des difficultés rencontrées incombe aujourd'hui uniquement aux régimes du bloc soviétique. Des réfugiés ayant réussi à rentrer ont expliqué que ces régimes avaient déployé des efforts considérables pour décourager le retour des ouvriers qualifiés, des techniciens et de tous ceux dont les compétences pou-

vaient être utiles à l'économie locale. De même, toujours selon ces témoignages, les dirigeants communistes auraient facilité le départ des exilés susceptibles de rejoindre le Parti Communiste Grec (pro-soviétique) et non la fraction indépendante des Communistes « de l'Intérieur », ou toute autre organisation politique non-communiste. Cela revient à dire que, après avoir utilisé ces partisans comme instrument militaire, dans le but de s'emparer du pouvoir en Grèce par la force, les pays de bloc soviétique les ont ensuite exploités au maximum, tant sur le plan politique qu'économique.

Parallèlement, la question des réfugiés politiques a été largement utilisée auprès de l'opinion publique par une certaine gauche désireuse de montrer qu'elle avait joué un rôle décisif dans cette longue tragédie. Selon elle, ceux qui étaient du bon « côté » pendant la guerre civile continuaient à être persécutés par les « anti-démocrates », par les vainqueurs, que les Américains avaient soutenus. Au cours des dernières années, dans la presse grecque influencée par le Parti Communiste et par ses sympathisants soviétiques, de nombreux articles ont illustré cette campagne.

La façon dont le problème des exilés grecs été exploité par les Soviétiques a été décrite en termes extrêmement clairs dans un récent article (publié le 8 février 1986 dans AVGI, l'organe officiel du Parti Communiste « de l'Intérieur ») dû à Mitsos (Dimitri) Papadimitris et à Elias Alevras, les dirigeants de l'association en faveur du rapatriement des réfugiés qui n'est pas influencée par Moscou. Critiquant le Parti Communiste et sa « *prétendue inquiétude* » concernant le sort des réfugiés politiques grecs, ils écrivent :

« En réalité et une fois de plus, le Parti Communiste s'efforce de cacher la véritable raison de ce retard (le paiement des retraites) en rejetant la responsabilité sur d'autres. Ce sont les gouvernements d'Union Soviétique, de Pologne, de Bulgarie et de Roumanie qui continuent à refuser de discuter le transfert de la retraite de ces réfugiés politiques, lesquels ont pourtant travaillé pendant plus de trente ans dans leurs entreprises.

« Comme nous l'avons déjà souligné, la tragédie de ces réfugiés réside dans le fait qu'ils n'ont toujours pas reçu le versement de leur retraite, que les années passent et que nombre d'entre eux meurent en attendant cet argent qui n'arrive pas... »

Après avoir précisé que des accords sont maintenant signés avec la plupart des pays de l'Est, les deux auteurs poursuivent : « *Quant aux autres de ce pays, ils continuent d'ignorer la question. Avec l'Union Soviétique, un accord a été signé, portant sur la somme de trente-huit millions de dollars, afin de régler la dette relative à la retraite des réfugiés ayant travaillé en ce pays. Toutefois et curieusement, il a été décidé que cette somme ferait l'objet de paiements échelonnés,*

comme s'il s'agissait d'un échange commercial ou d'une dette quelconque de l'Union Soviétique, et non pas de remboursement des versements que les réfugiés politiques ont effectués au cours des nombreuses années où ils ont travaillé dans les entreprises soviétiques. »

Quant à l'argent que l'Union Soviétique a accepté de verser pour la retraite des réfugiés, il ne constitue ni une prime, ni un prêt, mais un droit que ces travailleurs ont acquis en cotisant pendant de longues années auprès des caisses d'allocations vieillesse, conformément aux lois du travail dans ce pays. Aujourd'hui, par cet accord, les autorités soviétiques s'engagent à les rembourser à tempérament. En d'autres termes, ces réfugiés se voient dans l'obligation de prêter leur argent au puissant Etat soviétique, sans même bénéficier d'une quelconque taux d'intérêt.

Cette façon de traiter une question si délicate constitue une atteinte aux principes internationaux des lois nationales et internationales, qui protègent l'inviolabilité du droit de travail.

Pourquoi les soi-disant « défenseurs » des réfugiés ne s'en inquiètent-ils pas et ne protestent-ils pas contre cette violation des droits de l'homme ? Pourquoi versent-ils des larmes de crocodile sur les souffrances et les malheurs des réfugiés ?

*
**

La manière dont l'Union Soviétique souhaite tirer parti du problème des réfugiés politiques après leur retour en Grèce est clairement illustrée par la position qu'a adoptée l'un des personnages les plus en vue, le général Markos Vafiades, chef des armées communistes au cours de la guerre civile et qui s'était lui-même désigné Premier Ministre du gouvernement des régions communistes.

Vafiades est rentré en Grèce en 1983, à soixante-dix-sept ans, après environ trente-quatre années d'exil en Union Soviétique. Depuis, il a essayé de servir de médiateur non seulement entre les deux partis communistes, mais également entre ceux-ci et les socialistes au pouvoir. Ces dernières années, l'accent a été mis sur ce type d'action pour accentuer l'influence soviétique sur les formations non-communistes, de centre gauche et libérales, comme on a pu le voir au cours du 27^e Congrès du P.C. soviétique.

Prenant la parole au cours d'une réunion publique tenue en septembre 1983, quelques mois après son retour, Vafiades s'était livré à une attaque contre les Etats-Unis et l'OTAN, pour leur « *aventurisme de guerre froide* » et leur « *soutien aux juntas militaires en Amérique du Sud* ». Il avait également déclaré qu'il se rangeait au côté du gouvernement socialiste dans sa lutte contre les Etats-Unis et l'OTAN et il avait exprimé l'espoir de voir bientôt les bases militaires américaines expulsées de Grèce. Suivant l'idéologie pro-soviétique, il alla même jusqu'à féliciter le gouvernement socialiste pour avoir refusé de condamner la

destruction de l'avion sud-coréen : « *Je soutiens ce gouvernement quand il refuse de participer à l'aventurisme de la guerre froide menée par les Etats-Unis et leurs alliés : l'OTAN et la CEE, dans l'affaire du jet coréen* ».

Le premier ministre Papandréou, qui avait d'abord admis l'initiative soviétique, présentée comme une réplique à une mission d'espionnage effectuée pour le compte de la CIA, se rétracta quelques jours plus tard et reconnut son erreur.

Rien de semblable de la part du général Vafiades.

AIDER LES EXILÉS

Que faire pour éviter que les Soviétiques exploitent ces contacts humains, sans toutefois décourager ceux-ci ? Il me semble d'abord impératif de ne pas instaurer de relations d'hostilité envers les réfugiés politiques, malgré l'attitude de certains personnages tels que le général Vafiades. Il importe de ne pas les qualifier de « *bandits armés* », de « *criminels* » ou de « *marionnettes soviétiques* ». Il ne fait aucun doute que l'Union Soviétique et ses alliés entendent les utiliser après leur retour en Grèce, pour leurs services secrets et leurs intérêts politiques. Les ayant rencontrés et ayant sérieusement étudié leurs problèmes ces dernières années, je suis convaincu que, dans leur grande majorité, ils n'aspirent qu'à vivre tranquille-

ment dans leur patrie et à y apporter une contribution positive.

La plupart d'entre eux, au surplus, sont profondément déçus par le système économique et social sous lequel ils ont vécu dans les pays de l'Est. Ayant lutté pour instaurer en Grèce un régime de type soviétique, certains d'entre eux ont risqué leur vie, ont été blessés, ont perdu des membres de leur famille, pour être finalement arrachés à leur pays. Ensuite, pendant plus de trente ans, ils ont vécu sous le type de régime qu'ils avaient vénéré. Aujourd'hui, dans leur majorité, ils n'ont que mépris pour ce régime et sont amers de s'être laissés fourvoyer. Il faut donc prêter une oreille attentive à leurs propos car, à travers leur expérience pratique, ils ont compris que les régimes des pays de l'Est constituent une caricature de la théorie, de l'idéologie et de la propagande communistes. Ils ne sont pas des communistes de salon dissertant sur leurs états d'âme, mais des révolutionnaires qui sont allés se battre en première ligne et qui ont livré des combats de guérilla.

Pour que leur situation ne soit pas exploitée par les Soviétiques, il est du devoir des démocrates d'aider ces gens à se réadapter à l'Occident et de les aider à vaincre leurs inquiétudes à notre égard après des décennies de propagande mensongère. Il ne faut pas les isoler, mais les entourer. Enfin, il faut que l'expérience qu'ils ont vécue fasse l'objet de recherches et d'études...

Paul ANASTASI

LES ANTÉCÉDENTS DE L'AFFAIRE DANILOFF (suite)

Dans notre dernier numéro, p. 30, nous indiquons deux antécédents à l'affaire Daniloïff. Un des tout premiers (le « Général » Skobolevsky-Gorey échangé contre deux étudiants allemands en 1926) et le dernier à notre connaissance (Victor Pronine échangé contre trois Italiens en 1983).

L'*International Herald Tribune* du 2 octobre 1986 complète notre information par deux autres cas :

– en 1963, un chauffeur soviétique fut arrêté aux Etats-Unis et accusé d'espionnage. Par mesure de rétorsion, on arrêta en URSS un professeur américain, mais il n'y eut pas d'échange : sur intervention du président Kennedy, l'Américain fut libéré peu après, tandis que l'espion soviétique dut attendre 1971 avant de regagner l'URSS ;

– en 1978, deux fonctionnaires soviétiques furent accusés d'espionnage aux U.S.A. Peu après, un homme d'affaires américain était arrêté en URSS pour « trafic de devises ». Ce

dernier fut expulsé. Après quoi, les deux espions soviétiques (qui avaient été condamnés à 50 ans de prison) furent échangés contre cinq dissidents soviétiques.

P.R.

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Principaux associés :
Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :
15, avenue Raymond-Poincaré
75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs
Abonnement annuel : 262 francs
Etranger : 346 francs



chroniques

La révolution nicaraguayenne selon les sandinistes

A première vue, rien de plus simple que de reconnaître un mouvement communiste pour ce qu'il est. En revanche, au regard de l'histoire, rien de plus facile que d'attribuer à un mouvement communiste une nature autre que la sienne, et l'inventaire des erreurs de jugement fondamentales qui ont été commises à ce propos coïncide presque avec celui des révolutions communistes réussies.

En 1917, avant qu'il ne prenne le pouvoir en Russie, Lénine était très souvent considéré comme un pacifiste. De même, Mao était initialement présenté surtout comme un réformateur agraire, tandis que Tito était qualifié de chef d'un mouvement de libération nationale, que Fidel Castro apparaissait comme un nationaliste et un démocrate... La dernière en date des révolutions communistes couronnées par une prise de pouvoir, celle du Nicaragua, fut pareillement saluée par le monde entier comme un grand succès pour la cause de la démocratie !

Lorsque le mouvement sandiniste s'empara du pouvoir, en juillet 1979, son programme officiel se résumait en effet à ce tryptique : pluralisme politique à l'intérieur, diplomatie non-alignée à l'extérieur et économie mixte dans la société. Qui aurait pu refuser d'acquiescer à un tel programme ? De tous côtés montèrent d'ailleurs compliments et éloges. Aux Etats-Unis, le président Jimmy Carter déclara que le changement intervenu au Nicaragua n'était en aucune manière inspiré par Cuba et le Congrès américain accorda à Managua, pour une année et demie, une aide de 118 millions de dollars. Washington ne fut pas seul à ouvrir la bourse :

« Pour l'année 1980, les nouvelles autorités révolutionnaires avaient obtenu des prêts s'élevant à 460 millions de dollars » (Le Monde, 3 avril 1981).

Cette aide économique fut complétée par un soutien politique enthousiaste dont ce seul exemple est éloquent : au congrès de l'Internationale socialiste tenu à Madrid en novembre 1980, tous les congressistes accueillirent debout la délégation sandiniste et un « Comité international de défense de la révolution au Nicaragua » fut bientôt formé, avec Felipe Gonzales comme président, entouré de la fine fleur du socialisme démocratique occidental : Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, François Mitterrand, Michel Rocard etc. Les hommes politiques étaient d'ailleurs en communauté d'idées avec maints spécialistes de sciences politiques ; ainsi, le professeur Maurice Duverger écrivait, un mois à peine après la victoire sandiniste : *« Il n'est pas absolument impossible d'envisager au Nicaragua une social-démocratie de type nouveau, ni qu'elle puisse faire tache d'huile » (Le Monde, 15 août 1979).*

Marxisme-léninisme primaire

Pendant que ces éloges pleuvaient de tous côtés sur les sandinistes, que faisaient ces derniers ? En véritables marxistes-léninistes, ils s'occupaient en premier lieu d'affermir leur pouvoir et ils commencèrent – comme il se doit – par tenir une conférence des cadres à huis-clos durant trois jours (21, 22 et 23 septembre 1979). A l'issue de cette conférence, fut ré-

digé – comme il se doit dans la tradition marxiste-léniniste – un document appelé : *« Thèses sur la révolution populaire sandiniste »*. Le document resta confidentiel : *« Nous ne pouvons pas divulguer comme nous l'aimerions les aspects fondamentaux de notre discussion »*, fut-il expliqué à l'époque. Ce document, daté du 5 octobre 1979, est aujourd'hui connu, il a même été traduit en anglais et diffusé par le *State Department*.

Dans sa forme comme par son contenu, ce document relève du marxisme-léninisme le plus primaire, à commencer par les titres des chapitres : La révolution sandiniste et la question du pouvoirs ; Sur la corrélation des forces (de classe) ; Le problème du caractère de notre révolution ; Notre tactique. Les Thèses signalent d'abord que l'ennemi principal, c'est Washington (au moment où le congrès des Etats-Unis envoyait des dollars à Managua) : *« Dès le début de la crise du somozisme, nous avons compris plus que clairement que le véritable ennemi que nous aurions à affronter était la puissance impérialiste des Etats-Unis et, à un moindre degré, la félonie et la démagogie de la bourgeoisie locale réactionnaire »*.

Par la prise du pouvoir des sandinistes, déjà un coup décisif se trouvait porté à la bourgeoisie et le document se félicite de ce que *« la formation et l'organisation du gouvernement ont été une tâche relativement facile, du fait que nous n'avons pas eu besoin de négocier avec les partis bourgeois d'opposition »*. Le document conclut ce paragraphe avec fierté : *« Nous pouvons affirmer, sans aucune crainte, que sur le plan intérieur, il n'existe aucune autre force en dehors du Sandinisme »*. Le pouvoir politique étant aux mains de sandinistes, ainsi que le pouvoir militaire, restait le pouvoir économique. Le document en parle aussi, selon la terminologie du marxisme-léninisme primaire : *« Nous avons déjà coupé une partie du pouvoir économique de la bourgeoisie, ce qui a renforcé la base matérielle des clas-*

ses exploitées. Toutefois, nous pouvons affirmer sans ambiguïté que seul le changement dans les rapports de production, qui commence à peine... pourra profondément modifier l'équilibre des pouvoirs... ».

Caractère de la révolution sandiniste

L'expression la plus fréquemment employée, dans ces « Thèses », est le « processus révolutionnaire », dont on s'efforce de préciser les étapes. Avec la prise du pouvoir, a commencé la phase démocratique transitoire de la révolution, qui doit déboucher sur une autre phase, socialiste, le pouvoir passant aux mains de la classe ouvrière.

Parmi les tâches que ces Thèses assignent aux cadres sandinistes, il en est une, à court terme, qui incombe entièrement aux sandinistes et une autre, à long terme, dont la réalisation ne dépend d'eux qu'en partie. La tâche immédiate, spécifiée au lendemain même de la prise du pouvoir, consiste, selon ces Thèses, à réorganiser le Front sandiniste de Libération nationale et à le transformer en un parti révolutionnaire. Le primarisme coule ici toujours à flot. Il ne s'agit toutefois plus de marxisme-léninisme, mais de léninisme-stalinisme primaire. Déjà, en 1924, dans ses « Bases du léninisme », Staline avait défini le Parti comme l'avant-garde de la classe ouvrière d'un côté et la forme supérieure de l'organisation de la classe ouvrière de l'autre. On retrouve ces mêmes « bases » dans le document sandiniste. Staline avait également enseigné que le Parti communiste devait être monolithique et que les fractions devaient y être éliminées. A nouveau ces formules figurent dans les documents sandinistes. Lénine non plus n'est pas oublié, dont la définition des membres du Parti était, dès 1903, la suivante : « *Peuvent être membres du Parti ceux qui en reconnaissent le programme, le soutiennent matériellement et adhèrent à une de ses organisations* ».

Dans les Thèses sandinistes, on lit : « *La condition pour être membre du Parti, c'est la participation à l'une de ses organisations de masse et l'acceptation de la discipline révolutionnaire...* ».

Dans toutes Thèses qui se veulent orthodoxes, non seulement doit être réservée une mention explicite à Lénine, et implicite à Staline, mais doit figurer aussi une stigmatisation du diable : Trotsky, de préférence, qualifié de saboteur et de traître. Dans les Thèses sandinistes, l'anathème est jeté sur « *des groupes qui, de leurs positions ultra-gauchistes, sont passés à des positions de sabotage et de contre-révolution, comme le M.A.P. (Mouvement populaire d'action) et les groupuscules trotskistes ; ces groupements, hostiles au processus révolutionnaire, doivent être écrasés* ».

Si les Sandinistes peuvent se charger eux-mêmes de la construction du Parti, ils ne peuvent constituer qu'un élément d'appoint pour la seconde tâche, la révolution mondiale. La dernière en date des révolutions communistes terminées par l'accession des communistes au pouvoir, celle du Nicaragua, se devait d'évoquer la « *révolution mondiale* ». Leurs Thèses, à deux reprises, mentionnent cette formule, que les pays communistes d'Europe se gardent bien d'employer aujourd'hui : « *L'objectif de la politique extérieure du Front sandiniste consiste à consolider la révolution nicaraguayenne, ce qui va aider au développement de la révolution centrale-américaine, de*

la révolution latino-américaine et de la révolution mondiale », y lit-on une première fois. Vers la fin, on y trouve à nouveau la nécessité de « *construire un Parti révolutionnaire imprégné de l'idéologie incarnée par l'héritage sandiniste et par diverses contributions à la révolution mondiale* ».

A l'objection éventuelle que ces Thèses devaient rester un document interne et que ni le président des Etats-Unis, Jimmy Carter, ni le président de l'Internationale socialiste, Willy Brandt, ne pouvaient en avoir connaissance en 1979, on peut répondre que le langage sandiniste, même avant la prise du pouvoir, permettait déjà de déceler aisément les racines marxistes-léninistes de ce mouvement. Voici, à titre d'exemple, ce que Carlos Fonseca Amador, le fondateur du Front sandiniste de libération nationale, écrivait dans son message public envoyé en 1971 au 24^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique : « *Les idéaux de l'immortel Lénine, fondateur du P.C.U.S., sont une étoile qui sert de guide aux révolutionnaires de notre pays dans la lutte qu'ils livrent pour renverser le régime réactionnaire... Les idéaux socialistes ont été réalisés avec succès, pour la première fois dans l'histoire, dans la grande Union soviétique. C'est à bon droit que le Front sandiniste se considère lui-même comme l'héritier de la Révolution socialiste d'Octobre* ».

Quinze ans plus tard, le serment sandiniste reste toujours valable.

Branko LAZITCH

LE PARTI COMMUNISTE CONTRE LA « PASQUA-MANIA »

La lutte contre la « *répression* » et pour la « *défense des libertés* » a toujours été un aspect essentiel de l'activité des partis communistes... là où ils sont dans l'opposition.

Dès sa sortie du gouvernement, en juillet 1984, le Parti communiste avait entamé, sur ce

plan, le procès du Parti socialiste et de François Mitterrand personnellement, dénonçant « *la nature quasi-monarchique du pouvoir, exercé par un homme seul* » (1). Le P.C. avait relevé, rien qu'entre le 1^{er} septembre et

(1) Georges Marchais, rapport au Comité central des 17, 18 et 19 septembre 1984.

le 30 novembre 1984, une série impressionnante d'« atteintes aux droits de l'homme », depuis l'extradition de militants basques de l'ETA jusqu'aux « dizaines de milliers » d'infractions au Code du travail (2). Comme preuve de sa parfaite objectivité, le P.C. reconnaissait en avoir aussi remarqué, dans le même temps, dans les pays socialistes : une en U.R.S.S., l'arrestation du dissident Chikhanovitch, et une en Afghanistan, celle du reporter français Jacques Abouchar !

Avec l'avènement du nouveau gouvernement, en mars dernier, et la « cohabitation », le Parti communiste hausse le ton, tentant de jouer sur la prévention de l'opinion de gauche envers l'« autoritarisme » supposé des gaullistes. Tout de suite, il qualifie les nouvelles mesures pour la sécurité (contrôles de police dans la rue, carte d'identité infalsifiable) et contre l'immigration clandestine d'« Etat policier en marche » (3) et de racisme.

La concurrence de « S.O.S.-Racisme »

Au même moment, le parti, abandonné par les électeurs adultes, mène une grande offensive de séduction envers les jeunes, notamment sur le thème – mobilisateur – de l'antiracisme : huit jours avant le deuxième grand concert de l'association « S.O.S.-Racisme », animée par des proches du P.S., le Mouvement de la Jeunesse communiste organise un « festival anti-apartheid » (30 mai) suivi, le lendemain, d'une importante manifestation en faveur du leader noir sud-africain Nelson Mandela.

Au printemps et pendant l'été, le P.C. va s'emparer d'affaires – parfois dramatiques – relatives à la sécurité, d'autant plus que « S.O.S.-Racisme » s'en mêle.

Le 21 mai, huit mineurs sont interpellés aux Halles et gardés à

vue toute une nuit. Le P.C. dénonce : informés d'une bagarre entre « punks », les policiers arrivent quand tout est fini ; « histoire sans doute de ne pas rentrer bredouilles, les gardiens de la paix font alors du zèle » (4).

Le 4 juillet, à Paris, rue de Mogador, un jeune automobiliste, Loïc Lefèvre, se refuse à un contrôle de police et prend la fuite en sens interdit ; un C.R.S. tire et, malheureusement, le tue. La Jeunesse communiste déclare que c'est « un climat, une politique anti-jeunes qui se met en place, qui vise à faire des chômeurs des délinquants, des jeunes au teint basané des criminels en puissance, des jeunes qui agissent contre le racisme et l'apartheid des terroristes » (5). Comme par hasard, à l'heure même où se tient un rassemblement de « S.O.S.-Racisme », rue de Mogador, le 8 juillet, la J.C. en organise un autre à Saint-Denis, devant le domicile de Loïc Lefèvre.

Fin juillet, un opposant togolais, Paulin Lossou, surpris à Marseille avec des documents compromettants alors qu'il s'appropriait à « passer une semaine de vacances au Burkina-Faso » (6), est menacé d'expulsion. On sait que l'opposition du Togo est appuyé par les régimes révolutionnaires du Burkina-Faso et du Ghana, pays frontaliers, eux-mêmes soutenus par la Libye et l'U.R.S.S.. Le P.C. prend activement la défense de Paulin Lossou, « l'Humanité » titre en « une » : « La chasse à mon pote » (7) et ironise sur le silence, cette fois, des « potes » de « S.O.S.-Racisme ».

Le 31 juillet, à Fontenay-sous-Bois, un jeune motard, William Normand, est tué dans les mêmes circonstances que Loïc Lefèvre. Jean-Claude Gayssot, secrétaire du Comité central, stigmatise « ces exécutions sombres » (8). La municipalité –

communiste – de Montreuil, où résidait le jeune homme, s'occupe des obsèques. Néanmoins, la famille Normand choisit l'avocat de « S.O.S.-Racisme », Me Terquem, lequel accuse le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, dans un long article du « *Nouvel Observateur* » du 8. Tandis que le 6, « S.O.S.-Racisme » invite tous ses sympathisants à protester par écrit auprès du ministre.

Le 8 août, poursuivi par un plagiste alors qu'il faisait, sans autorisation, du pédalo sur un lac de la Creuse, un jeune Montreuillois d'origine camerounaise, Gérard Longué, se noie. Pour « l'Humanité », ici le racisme anti-jeunes se double d'un racisme tout court : à preuve, chez les voisins des Longué, à Montreuil, « les réactions étaient très vives, la plupart des habitants dénonçant le crime raciste »... (9).

Cette fois, le P.C. veut damer le pion à « S.O.S.-Racisme » : Jacques Perreux, secrétaire général du Mouvement de la Jeunesse communiste, dénonce la « Pasqua-mania », « cette maladie dangereuse qui fait de chaque jeune un bandit en cavale qu'on peut tirer à vue » (10), et annonce une campagne de la J.C. avec manifestation le 6 septembre et diffusion d'un badge, « Stop, laissez-nous vivre », qui rappelle étrangement le fameux « Touche pas à mon pote ».

A la question faussement ingénue de l'hebdomadaire communiste « Révolution » : « Vous voulez concurrencer S.O.S.-Racisme ? », Jacques Perreux répond habilement : « Manifestement, nous ne sommes pas sur le même terrain. Je suis perplexé devant les volteface des dirigeants de cette organisation. En avril, ils rencontrent Pandraud et sortent en affirmant que tout allait bien, qu'il n'y avait pas de problèmes. Il y en avait si peu que le gouvernement subventionnait leur concert » (11).

(2) « L'Humanité » du 10 décembre 1984. V. Est & Ouest n° 14 : Du droits de l'homme à géométrie variable.
(3) Titre de l'article de « l'Humanité » du 13 juin.

(4) « L'Humanité » du 26 mai.
(5) « L'Humanité » du 8 juillet.
(6) P. Lossou interviewé par « l'Humanité » du 28 juillet.
(7) N° du 28 juillet.
(8) « L'Humanité » du 2 août.

(9) « L'Humanité » du 12 août.
(10) « L'Humanité » du 14 août.
(11) « Révolution » du 22 août.

Une campagne anti- « flics »

La presse communiste prépare à sa façon la manifestation du 6 septembre en informant à pleines pages sur la « *Pasqua-mania* » : le 11 août, une honnête famille de locataires d'une cité H.L.M. de Savigny-sur-Orge, municipalité communiste, proteste, à 22 h 45, au commissariat contre l'« *espèce de couvre-feu* » (12) que, d'après elle, les policiers locaux voudraient imposer dans la cité sous prétexte de lutte contre la drogue ; elle est séquestrée toute la nuit. Le 12 août, à Tours, sous le même prétexte, les « *flics* » font irruption dans un bar ; « *... les cris, les képis, les bottes, le fascisme... Il est à notre porte* », rapporte un témoin, une jeune fille mise toute nue par une « *femme flic* » (quasiment « *un viol* ») (13). Le 1^{er} septembre, à Paris d'une part, à Créteil d'autre part, de jeunes et pacifiques colleurs d'affiches communistes sont brutalisés par des policiers Pasqua-maniaques...

« *Les flics... c'est des enfoirés* » affirme Daniel (14) ; avant lui, le journaliste très autorisé Jean Georges avait parlé des « *flics* (qui) *martelaient sa porte* » (de Paulin Lossou) (15). Subitement, le courrier des lecteurs sur commande de « *L'Humanité* » ne parle plus que de « *flics* ». Un terme inusité au Parti communiste depuis les années 50, y compris après 1968 quand le parti, alors sérieusement concurrencé chez les jeunes par les gauchistes, jouait la respectabilité et la responsabilité.

Les « *flics* » disparaissent pratiquement des colonnes de la presse communiste après les attentats terroristes de la mi-septembre qui coûtent la vie à des policiers. Mais pas les prétendues « *bavures* » ; encore moins la « *Pasqua-mania* », au contraire, car enfin, à qui profite le crime sinon aux racistes et

aux partisans de la répression ? Le terrorisme « *n'est-il pas du pain bénit pour les apôtres d'un Etat policier dans notre pays ?* » (16). Du reste, « *les seuls poseurs de bombe effectivement identifiés ont été les fascistes de Toulon qui ont sauté dans leur voiture ! Les super-partisans de l'ordre fort ne répugnent pas à jouer de l'explosif* » (17)...

A quand les « *terroristes Pasqua* » après les célèbres « *gauchistes Marcellin* » de 1968 ?

Une incitation au terrorisme

Le Parti communiste ne manque pas d'aplomb, lui qui, il n'y a guère, dénonçait les « *bandes de jeunes Nord-Africains* » (18), prônait « *l'autogestion de la sécurité* » (19) et la « *dissuasion populaire démocratique* » (20) dans les cités H.L.M., lançait un bulldozer contre un foyer d'immigrés maliens (Vitry, 24.12.1980), manifestait sous les fenêtres d'une famille marocaine soupçonnée de consommer du haschisch (Montigny,

(16) Claude Cabanes, « *L'Humanité* » du 18 septembre.

(17) « *L'Humanité* » du 23 septembre.

(18) Marcel Houel maire - communiste - de Vénissieux, « *Le Monde* » des 14 et 15 juin 1980.

(19) Titre d'un reportage de « *L'Humanité-Dimanche* » du 10 janvier 1979.

(20) Charles Fiterman, rapport au Comité central des 7 et 8 novembre 1979.

7.2.1981)... Le 12 avril dernier encore, la municipalité de Montreuil, précisément, faisait évacuer, par la police, des amateurs de musique rock qui occupaient depuis longtemps une usine désaffectée, des jeunes sans doute bruyants pour l'entourage, mais aussi coupables d'avoir repoussé les avances de la Jeunesse communiste et d'avoir été protégés - jusqu'aux élections - par le ministre socialiste de la culture Jack Lang (21). Les communistes de Montreuil : des Pasqua-maniaques ?

Mais surtout, en essayant de diffuser chez les jeunes, sensibles aux sirènes libertaires, le racisme anti-policier et en faisant croire que les élus réguliers du suffrage universel seraient des ennemis forcenés de la liberté, le Parti communiste prend une lourde responsabilité : on se souvient comment, après 1968, la démagogie communiste sur l'« *Etat policier* » et les fantasmes anarcho-marxistes sur le « *terrorisme d'Etat* » ont conduit un certain nombre de jeunes, au nom de l'autodéfense et de la résistance, au terrorisme individuel, bien réel celui-là, en Allemagne, en Italie et même en France avec la Nouvelle Résistance Populaire, les N.A.P.A.P. et Action directe...

Guy BARBIER

(21) « *L'Humanité* » du 15 avril.

La langue de bois et la transformation de la F.E.N. en confédération générale

Ce n'est pas ici le lieu de commenter les projets des dirigeants de la F.E.N., encouragés par ceux du P.S., de transformer la grande organisation syndicale de l'Éducation nationale en une confédération générale du travail proche du Parti socialiste, un peu à la manière dont, dans la première moitié de ce siècle, les confédérations, en beaucoup de pays, étaient liées quasi-organiquement au Parti social-démocrate.

Ce qui, par contre, est de notre ressort, c'est le commen-

taire de ces projets que *L'Humanité* a publié le 21 juin 1986, sous le titre : « *Le P.S. veut s'offrir un syndicat* ». Il présente un assez remarquable exemple de ce qu'on appellera, très académiquement, l'aplomb communiste, la capacité unique qu'ont les communistes de tenir un langage à la fois menteur et impudent.

Que le commentateur stalinien soit hostile à ces projets, on le comprendra sans peine. Mais ce qui coupe le souffle, malgré l'habitude, c'est que notre

(12) « *L'Humanité* » du 14 août.

(13) « *Révolution* » du 22 août.

(14) « *L'Humanité* » du 19 août.

(15) « *L'Humanité* » du 8 août.

homme invoque « toute la tradition syndicale française, celle de l'indépendance définie en 1895 dans la Charte d'Amiens ». (Le malheureux ! Il connaît si mal la tradition qu'il invoque – ce n'est pas la sienne, quoi qu'il dise –, qu'il se trompe sur les dates : la Charte d'Amiens est de 1906. 1895 est la date de fondation de la C.G.T.) (1). C'est qu'il condamne une tentative qui ferait d'une organisation syndicale « l'appendice d'un parti politique », « la courroie de transmission du Parti socialiste ».

Courroie de transmission : l'expression y est, et, bien entendu, avec le sens péjoratif qu'elle a pris dans l'opinion publique, notamment dans les milieux syndicaux français.

*
**

Que les communistes dénoncent la paille qu'ils voient dans l'œil de leur voisin, alors qu'ils ont une poutre dans le leur, il n'y a là rien qui surprenne : ils sont coutumiers du fait. Leur seul différence avec le personnage que raille l'apologue évangélique, c'est que cet homme, dans sa suffisance, ne voyait pas ses propres défauts alors qu'il se montrait si sensible à ceux des autres ; tandis que les communistes savent parfaitement, eux, qu'ils ont une poutre dans leur œil. C'est d'ailleurs pour qu'on ne la remarque pas qu'ils crient si fort contre les autres, pour détourner l'attention. Un peu à la manière du voleur poursuivi qui crie aussi : « Au voleur ! » afin d'être pris pour un poursuivant.

*
**

Laissons l'idée. Revenons à l'expression « Courroie de transmis-

(1) Ici, autre erreur de notre commentateur, qui prouve bien que le communisme a vraiment été une rupture avec les mouvements socialistes et ouvrier traditionnels : il parle d'un « grand syndicat social-démocrate à l'anglo-saxonne », confondant ainsi deux modèles bien connus et tout à fait différents l'un de l'autre : le modèle travailliste, qu'on n'a guère connu qu'en Grande-Bretagne et dans les ex-Dominions (en tout cas, pas aux Etats-Unis), et le modèle social-démocrate qu'on peut dire marxiste, et dont l'Allemagne, jusqu'à l'avènement de Hitler, fournissait le meilleur exemple.

sion ». La formule leur a fait beaucoup de mal. Il suffit de la prononcer pour être compris sans avoir besoin d'une longue et difficile démonstration sur la nature des liens qui établissent la tutelle du P.C.F. sur la C.G.T.

Bien entendu, les communistes n'ont à s'en prendre qu'à eux. Ils ont emprunté cette formule à Lénine et, au beau temps de la C.G.T.U., jusqu'à la déplorable réunification syndicale de 1936, ils l'utilisaient sans crainte, et même ils s'en faisaient gloire (sur l'origine et l'évolution de cette formule, voir *Est & Ouest*, n° 10, septembre 1984).

Il ne leur a pas été agréable de voir qu'on se servait de cette formule contre eux. Ils ont trop l'habitude de la manipulation intellectuelle des masses pour ne pas savoir qu'une formule bien frappée a plus d'efficacité qu'une longue démonstration, et qu'une longue démonstration ne peut à peu près rien contre elle : elle enfonce l'idée dans les esprits mieux que les arguments les plus péremptoirs. On pourrait même dire qu'elle prend les esprits dans un piège.

Les communistes le savent si bien qu'ils s'efforcent toujours d'être les premiers à nommer un fait, un phénomène, sachant bien qu'en le nommant ils imposeront l'interprétation qu'ils veulent en donner.

Leur chef-d'œuvre en la matière a été, lors de la déstalinisation, l'expression « culte de la personnalité ». Il a fallu des années et des années pour qu'on parle du rapport de Khrouchtchev sur *les crimes de Staline* ; c'était le rapport sur le culte de la personnalité. Avec cette formule, il ne s'agissait plus de psychopathie, ni de despotisme ; c'était une question de philosophie de l'histoire, l'intrusion dans la philosophie de Marx d'une philosophie à la Plutarque ou à la Carlyle, c'était une sorte d'écho à l'apostrophe d'Anacharsis Cloots : « France, guéris-toi des individus ! » Tout cela pour innocenter le commu-

nisme des crimes de génocide et de torture (2).

Par contre, quant un mot ou une formule a été mis en circulation par des concurrents ou des adversaires, ils essaient de les combattre, puis, si leurs efforts sont vains, si le mot ou la formule obtient du succès et devient un « mythe mobilisateur des masses », ils essaient de le reprendre à leur compte, et parfois ils y parviennent.

Ainsi, en 1968, ils raillaient « l'autogestion », qui, pendant une dizaine d'années, a permis à la C.F.D.T. de repeindre à neuf des conceptions révolutionnaires routinières et fourbues. « Une idée creuse », disait Séguy. « Une idée réactionnaire », renchérisait Marchais. Et à l'autogestion des entreprises, la C.G.T. opposait fermement la « gestion démocratique » des dites entreprises.

Soudain, en 1977, le ton change. Les communistes (qui ne parlaient pratiquement plus de l'autogestion, ni en bien ni en mal) font un grand pas en avant. Le Parti d'abord, sa fidèle C.G.T. ensuite, déclarent brusquement qu'ils comprennent mieux maintenant ce que voulaient dire les camarades de la C.F.D.T. quand ils parlaient d'autogestion, qu'au fond c'était la même chose que la « gestion démocratique » et qu'ils n'hésiteraient plus à employer le même terme. Bref, ils s'efforcèrent de prendre à la C.F.D.T. sa plate-forme, la partie de sa plate-forme qui lui avait valu la plus large part de son succès intellectuel. Et désormais, le P.C.F. et la C.G.T. parlèrent d'autogestion autant et plus que la C.F.D.T.

Une opération de captation de ce genre devrait en bonne logique profiter à celui qui a inventé et popularisé la formule captée. N'est-ce pas reconnaître qu'il avait raison ? En réalité, cela dépend du rapport des forces et, si celui qui récupère ainsi une formule qui n'est pas de lui et qu'il a d'abord ignorée, ou même combattue, dispose de

(2) Une formule pernicieuse du même genre leur sert aujourd'hui à jeter la confusion parmi les socialistes et les syndicaux : « La gestion capitaliste de la crise ».

plus de prestige et de moyens matériels, il a de fortes chances de tirer plus de bénéfices de l'exploitation de l'idée que l'inventeur de celle-ci. A tout le moins, il jettera le doute dans les esprits. L'analyse montrerait sans peine que la décadence de l'idée autogestionnaire dans l'opinion a commencé avec sa récupération par le P.C.F.

Il n'est pas inutile de constater que, dans les rapports présentés en mars et avril aux réunions de la C.E. et du C.C.N. de la C.G.T., le mot autogestion ne figure plus. Discrètement, on relègue au magasin des accessoires une formule qui a perdu son pouvoir attractif.

*
**

Etre les premiers à nommer le phénomène, reprendre aux autres une formule à succès : il existe une troisième opération, plus subtile, et c'est d'elle qu'il s'agit ici : une formule que les communistes ont utilisée, qui exprime une partie de leur pensée et a fini par prendre un sens défavorable dans l'opinion publique.

Ainsi, *dictature du prolétariat*. L'expression a eu longtemps du prestige. Elle éveillait des échos sympathiques dans toute une partie de l'opinion — la partie jacobine, celle qui se rattache à Robespierre, à Rousseau. Puis, le mot dictature, qui était un mot de gauche, est devenu un mot de droite. Sans doute l'adjonction du mot prolétariat a-t-il retardé cette évolution dans le cas de la célèbre formule de Marx, mais, finalement, *dictature du prolétariat* faisait plus de tort au Parti qu'il ne lui valait d'autorité. Officiellement, la notion en fut répudiée et les communistes purent ainsi se déclarer contre toutes les dictatures.

Mais, cas plus grave, il arrive que l'adversaire s'obstine à rappeler au Parti communiste l'expression qu'il a décidé de mettre au rencart. Alors, le Parti essaie de jeter la confusion en se servant à son tour de sa propre formule dans son sens devenu péjoratif, mais en essayant d'en changer le point d'application :

elle ne le vise plus, elle vise d'autres que lui.

Ainsi, dans le cas présent, *courroie de transmission*. Un lecteur néophyte — ils sont légion — lisant l'article de *l'Humanité* n'imaginerait jamais que *courroie de transmission* est la formule dont se sont servis les communistes depuis Lénine et surtout depuis Staline pour définir les relations qu'ils souhaitaient établir entre leur Parti et l'organisation syndicale. La formule a perdu une bonne partie de la signification anti-communiste qu'elle revêtait depuis 1947, voire depuis 1936. Les circonstances se prêtent donc à ce qu'on lui enlève tout ce qui pourrait lui rester de signification anti-communiste en l'utilisant pour reprocher aux autres de faire ce que le Parti communiste a toujours fait.

Citons un autre exemple : le *plumage de la volaille*. Ce mot malheureux de Treint a fait for-

tune — une fortune tout autre que celle que souhaitait son auteur. Quand les communistes proposaient l'unité d'action aux socialistes ou aux syndicaux, il suffisait de dire qu'ils cherchaient à « *plumer la volaille* » pour faire échouer leurs tentatives de séduction, en tout cas pour rappeler à la vigilance leurs éventuels partenaires.

Or, vers 1955-56, au temps où le P.C.F. recommençait ses approches en direction des socialistes, on put lire un jour dans *France Nouvelle* ce mot d'ordre que les communistes proposaient à la S.F.I.O. : « *Plumons ensemble la volaille réactionnaire* ».

La ruse était trop grossière, les socialistes d'alors se montraient trop avertis : la tentative échoua, mais elle est significative d'une méthode, et aussi d'un état d'esprit.

Un état d'esprit impudent et cynique.

Cl. H.

UNE PRISON TCHÉCOSLOVAQUE

Un rapport sur les conditions de détention dans la prison de Valdice, en Tchécoslovaquie, a circulé sous le manteau cet été parmi les dissidents de ce pays. Le Monde y avait fait une courte allusion le 9 septembre. Grâce à l'obligeance des responsables de la revue Svédectvi (Témoignages), nous avons pu obtenir ce texte dans son intégralité.

Les extraits qui suivent décrivent la dureté des conditions de vie des prisonniers et soulignent le caractère « socialiste » de leur détention et de leur rééducation.

...Les détenus sont logés dans des cellules mal chauffées qui mesurent de vingt à cinquante mètres carrés. L'effectif d'une cellule varie de dix à trente personnes, parfois davantage.

...Le costume est tel que les détenus souffrent beaucoup de la chaleur en été, aussi bien à la promenade que dans les cellules et les ateliers. Mais il demeure le même en hiver : les maillots de corps, les foulards, les manteaux et les gants sont interdits. Le dé-

tenu qui désire porter des gants devrait obtenir une autorisation spéciale du médecin...

Un détenu ne peut posséder aucun livre sans autorisation. Les livres religieux sont totalement interdits. Les ouvrages techniques et scientifiques, ainsi que les publications en langues étrangères, exigent l'approbation expresse des éducateurs, en général peu disposés à la donner. Chaque détenu peut emprunter tous les quinze jours deux livres à la bibliothèque de la prison. Le catalogue comprend surtout des romans de gare et les chefs-d'œuvre du réalisme socialiste soviétique. Les quelques rares bons ouvrages demeurent inaccessibles à la masse des détenus. Toute une section de la bibliothèque est ainsi réservée aux porteurs de l'insigne des « Travailleurs exemplaires » (VP) qui jouissent du droit de choisir personnellement les livres qu'ils désirent emprunter. Les autres reçoivent d'office ce qu'il plaît au bibliothécaire de leur fournir. Les feuillets découpés dans les

journaux sont régulièrement confisqués lors des fouilles des cellules.

Le poste de télévision est installé dans la salle du « cercle culturel ». Le nombre de places est limité. Une fois par semaine, les détenus qui n'ont pas été frappés d'une sanction disciplinaire peuvent assister à un programme soigneusement choisi (en fonction de ses qualités « éducatrices »), le plus souvent le soir, entre dix-huit heures trente et vingt heures. Les privilégiés, porteurs de l'insigne des VP, ont plus librement accès à la télévision et peuvent regarder aussi des films et des retransmissions de rencontres sportives, mais le choix des émissions demeure très sévère. Ceux qui remplissent les normes de travail à plus de 100 % et ne sont pas sous le coup d'une sanction disciplinaire ont droit à une séance spéciale de télévision le dimanche après-midi. La télévision est, en bref, une forme de récompense qui peut à tout moment être supprimée.

Une fois tous les quinze jours, les détenus qui n'ont pas été punis d'une privation de récréation peuvent assister à une séance de cinéma. La plupart des films projetés sont des œuvres soviétiques, traitant de la Grande Guerre patriotique ou de l'édification du socialisme. Les détenus, qui n'ont pour ainsi dire jamais l'occasion de voir un échantillon de la production cinématographique occidentale, peuvent se tenir pour heureux quand on leur offre une comédie tchèque des années trente.

Les détenus peuvent s'abonner à un nombre limité de journaux et de périodiques dont ils règlent le prix sur leur argent de poche. Seule la presse du parti, peu demandée, peut être payée sur le pécule ou « fonds » destiné à être remis au détenu à sa libération. Les publications religieuses sont totalement interdites, de même que plusieurs revues de vulgarisation scientifique et presque tous les périodiques spécialisés. On n'accepte que très peu d'abonnements à *Lidova demokracie*, le quotidien

de l'ancien parti populiste. Quant à la presse étrangère, elle est limitée aux revues *Czechoslovak Life* et *Neues Deutschland* qui exigent toutefois une autorisation spéciale (presque toujours refusée) de l'éducateur...

La plupart des cellules sont équipées d'un haut-parleur de radio, relié par fil au bureau des surveillants. Chaque jour après l'appel et pendant toute la matinée et toute la soirée du dimanche, les détenus sont ainsi contraints d'écouter les émissions de Radio-Prague. Le dimanche, on diffuse en outre un programme enregistré sur place, où la musique alterne avec des rapports sur l'accomplissement des normes et l'« héroïsme au travail » dont font preuve les VP. Ceux qu'on trouve en possession d'un transistor ou ne serait-ce que d'un casque d'écoute sont sévèrement punis.

Les détenus ont le devoir d'assister chaque semaine, sous la direction d'un éducateur, à une réunion consacrée à l'actualité politique, pendant laquelle l'un d'eux lit à haute voix des articles parus dans la presse du parti. Les « actualités » se limitent en général aux sempiternelles commémorations des dates marquantes de l'histoire communiste...

Comme presque tous les détenus travaillent dans des conditions à la limite du supportable, exposés ou bien à des émanations délétères, ou bien à des doses extrêmes d'humidité, de bruit, de chaleur, etc., c'est en théorie le médecin qui devrait décider de leur affectation. Dans la pratique, il n'en est rien et même les personnes moins aptes au travail, atteintes d'invalidité légère ou ayant passé l'âge de la retraite sont contraintes de travailler dans les mêmes conditions que les autres. On leur accorde, tout au plus, une petite réduction de la norme. Les aveugles, les invalides à 100 % et les personnes du « quatrième âge » sont affectés au quartier « F » (soins médicaux « renforcés »), où ils ne travaillent pas et où on les laisse s'éteindre en leur versant dix couronnes par mois d'argent de poche...

A l'infirmierie, les malades sont privés de bains, de livres et de radio. Ceux qui peuvent se déplacer sont employés à nettoyer les cellules - manière comme une autre de maquiller les statistiques...

*
**

Il y a plusieurs types de rations alimentaires. La ration de base (V), destinée à ceux qui ne remplissent pas les normes, consiste en une nourriture sans viande et sans aucun supplément. La ration P 1 va à ceux qui remplissent les normes des travaux légers et touchent des salaires peu élevés : demi-ration de viande avec de la confiture ou un œuf dur en supplément. La ration P 2 est réservée à ceux qui remplissent les normes des travaux ordinaires : pleine ration de viande avec deux œufs durs et une part de fromage à tartiner ou quelques dizaines de grammes de saindoux. P 3 est pour ceux qui réussissent à gagner trois mois de suite 2 200 couronnes (sans compter les heures supplémentaires et les appoints). Dès que le montant du salaire mensuel d'un détenu retombe sous le plafond, lui-même retombe dans la classe des « P 2 ». Les « P 3 » reçoivent en supplément un morceau de saucisson, des confitures ou du fromage, parfois même une pomme.

Depuis 1979, avec les hausses successives des prix des denrées alimentaires, la quantité et la qualité de la nourriture fournie ont sensiblement baissé. La viande a quasi-disparu du menu ; les détenus n'en ont plus que vingt grammes deux fois par semaine, en général sous forme de boulettes. Une fois par semaine, on leur donne un demi-litre de lait, presque toujours coupé d'eau...

Chaque détenu a le droit de recevoir tous les dix mois une visite de sa famille. Avant d'être introduit au parloir, il est soumis à une fouille approfondie et on lui fait revêtir du linge propre et une tenue neuve. Il rend ces vêtements et repasse à la fouille sitôt ses visiteurs repartis...



le point de vue d'Est & Ouest

MUTATION IDÉOLOGIQUE

Il s'est produit, dans l'opinion publique française, une mutation intellectuelle ou, pour mieux dire, une mutation idéologique d'une ampleur prodigieuse. Certes, elle ne s'est pas accomplie d'un seul coup. Les opinions nouvelles ont cheminé obscurément dans les esprits pendant une vingtaine d'années avant d'apparaître soudain au grand jour, mais vingt ans sont si peu de choses à l'échelle de l'histoire qu'il est permis de parler, à la manière des généticiens, d'une mutation brusque.

Voici moins d'un quart de siècle encore, la tendance générale de l'opinion publique — intellectuels y compris — était au marxisme ou à ce qu'il était convenu d'appeler ainsi :

- condamnation du capitalisme, système immoral s'il en fut, car fondé sur la soif du profit et l'exploitation de l'homme par l'homme ; système au surplus inefficace, qui dissimulait des misères sans nom et les pires injustices sous des prospérités factices, faites pour quelques-uns, et d'ailleurs éminemment précaires, de plus en plus éphémères, laissant toujours plus vite la place à des dépressions et des crises de plus en plus longues ;
- sympathie systématique à l'égard de tout ce qui, de par le monde, prenait l'apparence d'une révolte spontanée contre l'ordre établi : politique, social, national ou international ;
- croyance au socialisme, au sens large du terme, à l'efficacité pour la justice, le bien-être, la liberté aussi, de l'intervention de l'Etat (d'aucun disaient de la société) dans le règlement de tous les problèmes économiques, sociaux, culturels et même moraux ;
- enfin, couronnant le tout, une attitude à l'égard de l'URSS, des pays socialistes, du mouvement communiste international et du parti communiste français où il entrait tout à la fois de la crainte ; un sentiment de culpabilité à l'égard de ceux qui se consacraient, eux, au salut du monde ; une admiration dont on ne savait pas qu'elle se nourrissait essentiellement du respect de la force matérielle ; le tout conduisant à une complaisance à peu près sans borne à l'égard du communisme et à une volonté affichée de ne prendre part en rien à quoi que ce fût qui ressemblât à de l'anticommunisme — ceux qui ne pouvaient s'empêcher, par honnêteté d'esprit, d'émettre des critiques, s'empressant d'assurer que, bien entendu, ils étaient anti-anti-communistes.

Tout cela, qui fut roi, s'est effondré soudain, a disparu comme par enchantement, et personne ne songe plus à faire référence à ce

système d'idées, hier omniprésent jusqu'à l'obsession, au moment même où il serait plus aisé que jamais de montrer que l'événement lui donne raison.

Le capitalisme traverse une crise qui paraît en effet justifier la grande prophétie apocalyptique de Marx. Commencée en 1974, sans que, douze ans après, il soit possible d'en prévoir la fin, cette crise présente une durée qui autoriserait à penser qu'elle est tout autre chose qu'une de ces « crises cycliques » dont les économistes libéraux avaient révélé l'existence à Marx ; qu'elle est la fameuse « *crise générale* » du capitalisme dont Marx avait prétendu démontrer qu'elle terminerait la série des crises et porterait le capitalisme en terre. Celui-ci serait désormais incapable de retrouver des marchés rémunérateurs pour remettre en marche la production, incapable donc de faire donner à plein son appareil productif et de fournir de l'emploi à ses travailleurs qui iraient chaque jour grossir la masse des chômeurs, l'immense armée de réserve industrielle dont parlait Marx, une réserve qui ne serait plus jamais rappelée à l'activité, en tout cas pas avant qu'on ait changé de système.

La crise de 1929-1935 avait provoqué une éclipse durable des idées libérales, en même temps qu'une sorte de résurrection du marxisme. La mévente, le chômage qui n'en finissaient plus prouvaient à l'évidence que Marx avait eu raison, que le capitalisme avait épuisé sa vertu, que son règne prenait fin et que l'ère du socialisme commençait. Et d'aucuns de prétendre — les communistes en tête, mais ils n'étaient pas les seuls — que le capitalisme cherchait dans le fascisme et dans la guerre le moyen d'échapper à son destin.

Nul aujourd'hui ne tient un tel discours, auquel pourtant les faits paraissent donner raison. Personne ne pense que la crise conduise inéluctablement au socialisme, ni que le socialisme serait capable de mettre fin à cette crise.

*
**

Au début, les communistes s'étaient armés de l'ancienne théorie. Lors de journées d'étude organisées par leur parti à Nanterre, en mai 1975, quelques timorés proposaient de dire que la crise (qui ne faisait que commencer) était la plus grave que le capitalisme eût connue depuis 1935. Cela revenait à dire qu'elle n'était pas plus grave que la crise de 1929-1935 et qu'en conséquence, le capitalisme avait des chances de s'en tirer comme il s'en était sorti alors. D'autres parlaient de la plus grande crise que le capitalisme eût jamais connue et pensaient que cette crise posait « *objectivement la question du passage à un mode de production supérieur, à une organisation fondamentalement*

différente de la société, au socialisme »(1), ainsi que le disait Georges Marchais, qui se rangeait alors parmi ceux qui croyaient que les temps étaient proches.

Déjà, ces propos n'avaient pas suscité une bien large adhésion dans l'opinion. Celle-ci penchait toujours à cette date pour un anticapitalisme de principe (et de routine) au niveau de la pensée (si l'on peut dire), mais elle avait trop pris l'habitude et le goût de la prospérité pour ne pas croire, au niveau du comportement, que la dépression ne tarderait pas à prendre fin.

En 1981, sous l'effet de la divine surprise, la victoire de la gauche et l'entrée — inespérée — des communistes dans le gouvernement, ces idées-là refirent surface dans le parti communiste. Philippe Herzog mit alors au point des analyses qui donnaient à entendre que le capitalisme et les capitalistes étaient arrivés « au bout du rouleau » ; qu'ils avaient désormais fait preuve de leur incapacité en tant que système et en tant qu'hommes ; qu'il était grand temps qu'ils laissassent à d'autres — aux ouvriers — une part de leurs pouvoirs dans la gestion des entreprises, une part qui ne cesserait pas de croître, et toujours plus vite.

Or, que dit aujourd'hui M. Marchais ? Que le capitalisme est en train d'installer en France une « *société inhumaine* », une « *société à plusieurs vitesses* », une « *société invivable* »(2) — invivable, mais non pas inviable. Autrement dit, les « *forces du capital* », naguère encore taxées de dégénérescence, sont toujours maîtresses du jeu, capables d'imposer leur volonté. Si médiocre marxiste qu'il soit, le secrétaire général sait bien que lorsqu'il dit que « *les profits atteignent de nouveaux records, frôlant 30 % des richesses créées* », il donne un brevet de santé au capitalisme, lequel ne disparaîtra, selon la prophétie de Marx, que lorsqu'il ne parviendra plus à réaliser de profit.

*

**

Les esprits aujourd'hui sont tournés vers d'autres idées. Ils étaient hostiles au « capital » : le terme lui-même avait une connotation péjorative. Mais on a tant parlé d'investissements, chacun s'est tellement convaincu qu'il fallait investir, que peu à peu on s'est aperçu que, pour investir, il fallait des capitaux. L'investissement a fini par réhabiliter le capital.

De même, on ne trouve plus rien à redire à l'idée qu'une entreprise doit être rentable, qu'elle doit réaliser des bénéfices, produire du profit. Paradoxalement, les communistes eux-mêmes ont contribué à revigorer ces notions qu'ils honnissent car, en invitant leurs militants à se pencher sur la gestion des entreprises — comme ils l'ont fait de 1981 à 1984 —

(1) *Economie et politique*, n° spécial, juin-juillet-août 1975, intitulé : la « crise », p. 12.

(2) Rapport de G. Marchais au Comité Central au PCF, le 29.09.86, *l'Humanité* (1.10.86) p. 14.

ils en ont amené un bon nombre à constater ce qu'il y avait d'irréaliste et de mensonger à prétendre substituer, dans cette gestion, des « *critères de rentabilité sociale* » aux « *critères de rentabilité financière* ».

La propriété privée des moyens de production et d'échanges a cessé d'être un objet d'exécration : les nationalisations s'étaient faites dans l'incrédulité. La « reprivatisation » ne déchaîne aucune hostilité majeure.

Bref, idées et formules libérales ont pris dans l'opinion la place des idées et des formules marxistes. Elles sont à la mode à leur tour. Ce sont celles qui sont désormais la pensée commune — la doctrine couramment admise.

*

**

Il serait intéressant de chercher comment s'est accompli ce glissement de l'opinion publique du marxisme vers la pensée libérale. Bornons-nous à dire que ce sont les communistes, plus précisément les Soviétiques, qui vraisemblablement ont donné le signal du départ à ce courant d'idées, cela il y a un peu plus de vingt ans.

Cela remonte à ce qu'on appela assez improprement la « *réforme Liberman* ». Elle eut sur les esprits en France, très précisément sur les tenants de l'économie de marché, un effet inattendu, mais puissant. Le 17 août 1964, puis le 20 septembre, parurent dans la *Pravda* de Moscou deux articles (le second étant du professeur Liberman) où il était suggéré « *d'accroître sensiblement l'efficacité de la production par une juste utilisation du profit* »(3). Au même moment, Khrouchtchev — dans son dernier discours public avant son limogeage — dénonçait l'in vraisemblable désordre des magasins de chaussures et proposait d'établir une relation entre la rémunération des directeurs et employés de ces magasins, et les bénéfices que les magasins auraient réalisés, afin de contraindre les travailleurs de tous rangs à mieux servir la clientèle.

On imagine mal, aujourd'hui, l'effet libérateur qu'eurent ces propos dans le patronat français et dans les milieux intellectuels où l'on se résignait mal à la domination de ce marxisme que, sous l'effet de ce qu'on a appelé depuis le « *terrorisme intellectuel* », on n'osait attaquer, quand on le faisait, qu'à fleuret moucheté et quasiment avec des excuses.

Ce fut comme une explosion, une libération intellectuelle et morale. Il fallait bien que le profit ne fût ni immoral, ni parasitaire — produit d'une déshonorante exploitation de l'homme par l'homme au détriment, en définitive, de la société toute entière — puisque les Soviétiques eux-mêmes, ces champions tous terrains du socialisme, en reconnaissaient désormais l'utilité, la nécessité, la vertu.

EST & OUEST

(3) Voir Lucien Laurat : « *Les économistes soviétiques découvrent le profit* », in *Est & Ouest*, première série n° 334, 1-15 janvier 1965.



notes et informations

La situation de « l'Humanité »

« *L'Humanité* » du 2 octobre a reproduit un long rapport présenté par Roland Leroy, directeur du journal et membre du Bureau politique au Comité central des 29 et 30 septembre, sur la presse communiste, son rôle dans la bataille idéologique, la nécessité de sa diffusion militante et autres poncifs.

En revanche, le quotidien communiste n'a pas rendu compte d'une réunion du personnel de sa rédaction et de son administration qui s'est tenue le 8 octobre. Depuis le recul électoral du parti, en 1981, et la chute des effectifs correspondants, le bruit courait à « *l'Humanité* » d'une mise en vente des locaux du journal et de l'imprimerie, rue du faubourg Poissonnière, ainsi que d'une série de licenciements à la rédaction et à l'administration pour cause d'économies. Du reste, de 1981 à aujourd'hui, le personnel de l'imprimerie, la Société de Gestion Poissonnière (S.G.P.), a été réduit des deux tiers, par retraites anticipées, départs volontaires avec indemnités ou licenciements purs et simples ; le 9 avril dernier, une partie des travailleurs de la S.G.P. avait provoqué un arrêt temporaire de travail pour protester contre le départ de l'hebdomadaire paysan du parti « *La Terre* », désormais imprimé en province. Toujours en avril de cette année, le Comité d'entreprise avait été informé qu'il serait saisi en juin d'une demande de 23 suppressions de postes à la rédaction et à l'administration. Aucune suite n'ayant été donnée en juin, les rédacteurs et administratifs du journal en avaient conclu au report de la mesure après la Fête de l'Humanité, en septembre.

A la réunion du 8 octobre, Pascal Delmont, secrétaire général du journal et ancien secrétaire politique de Roland Leroy, a annoncé la mise en vente de l'immeuble du faubourg Poissonnière pour l'an prochain. En attendant, la direction du parti a chargé le B.E.R.I.M., Bureau d'Etudes et de Recherches pour l'Industrie Moderne, dirigé par Raymond Jeanne, membre du Comité central, de prospecter à Montreuil. Le siège de la C.G.T. est installé à Montreuil depuis la fin 1981 ; la grande imprimerie du P.C., la P.P.I. (Paris Province Impression), qui imprime les affiches et divers bulletins du parti, ainsi que des catalogues pour des entreprises commerciales comme la Redoute, se trouve à la limite de Montreuil, à Bagnolet ; le boulevard périphérique est tout proche ; l'accès par métro depuis Paris est rapide.

A défaut de Montreuil, « *l'Humanité* » pourrait s'établir à Ivry, dans les anciens locaux de la société S.K.F. rachetés par la mairie communiste. Le principe de l'installation de « *l'Huma* » place du Colonel-Fabien, longtemps envisagée par la direction du P.C., a donc été écarté : les journalistes n'appréciaient pas de se retrouver sous la surveillance permanente et tâtillonne des responsables politiques des différents secteurs de travail du Comité central.

Au cours de la réunion, Marie-Rose Pineau, administratrice en retraite du journal, où elle vient d'être remplacée par Richard Béninger, membre du secrétariat politique de Roland Leroy, a rappelé que « *l'Humanité* » avait voulu, à la Libération, posséder sa propre imprimerie pour ne pas dépendre des imprimeries capitalistes (ni être à la merci des grèves des employés du Livre), mais que le calcul s'était avéré mauvais en raison du déficit croissant de

l'imprimerie, qui met en péril l'existence même du journal.

Le nouveau chiffre de vente officiel de « *l'Humanité* » a été donné : 120 000 exemplaires. Chiffre absolument incontrôlable puisque « *l'Humanité* », contrairement à la plupart des journaux, n'est pas adhérente au Centre d'études des supports publicitaires (C.E.S.P.) qui vérifie l'audience de la presse. Chiffre particulièrement gonflé aussi : depuis 1981, la direction de « *l'Humanité* » prétendait à une vente de 140 000 exemplaires (en 1976 : 180 000). Or, en 1981, d'après les factures d'impression, le montant des journaux imprimés s'élevait à 140 000 ; 27 000 numéros étaient vendus à l'abonnement en France et 20 000 expédiés à l'étranger, dont 11 000 en U.R.S.S. ; mais, avec un bouillonnage de 41 % dans les kiosques et chez les marchands de journaux, les 93 000 exemplaires restants n'étaient vendus qu'à 59 %, soit 55 000 ; donc, 102 000 « *Huma* » vendus au total en 1981 sur 140 000 prétendus. Si l'écart est resté le même, au lieu des 120 000 déclarés aujourd'hui, la vente s'établirait bien en dessous de 100 000 exemplaires.

Enfin, au cours de cette réunion, il n'a pas été dit mot des licenciements annoncés en avril. La direction du P.C., qui se heurte actuellement, jusqu'au sein de l'appareil, à la contestation qu'on sait, préfère sans doute ne pas risquer de voir la pétition des « *renovateurs* » s'augmenter de nouvelles signatures d'opposants qui ne perdraient plus rien à se manifester publiquement.

Compagnons de route du PCF : degré zéro

C'est un fait unanimement reconnu : le PCF, parmi tous les autres signes de son irréversible déclin, constate aujourd'hui la défection totale de ses compagnons de route, autrefois fleurons du « premier parti de France ». Dernièrement, en l'espace d'une semaine, le PCF a lui-même administré deux preuves éclatantes de la quasi disparition de ces « imbécils

les utiles ». Et pourtant dans les deux cas, il s'agissait de manifestations d'importance capitale pour les communistes français et soviétiques.

La première fois, l'enjeu était le Nicaragua : « l'Humanité » (du 11 octobre) publia une « Lettre ouverte à Reagan » avec le leitmotiv suivant : « Ne touchez pas au Nicaragua ! » Les communistes et les pro-communistes de tous les pays étant en train de mobiliser l'opinion publique de leurs pays respectifs contre l'intervention anti-sandiniste au Nicaragua, le PCF ne devait pas manquer à l'appel. Voici la liste de dix premières personnalités françaises qui s'adressèrent à Reagan :

Patrick Besson, écrivain, Grand Prix du roman de l'Académie française ; Yves Buannic, prêtre, président de France-Amérique latine ; Robert Escarpit, chroniqueur, chevalier de la Légion d'honneur ; Monseigneur Galliot, évêque d'Evreux ; Jacques Latrille, directeur au CEA, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre nationale du Mérite ; Georges Montaron, directeur de « Témoignage Chrétien » ; Maurice Nivat, scientifique, professeur d'université ; Bernard Morin, cardiologue, Médaille des évadés, médaillé de la Résistance, chevalier de la Légion d'honneur ; Francesca Solleville, artiste ; Georges Wolinski, dessinateur humoriste.

Une dizaine de jours plus tard, « l'Humanité » revenait à la charge, et avec le sous-titre : « L'initiative de dix personnalités françaises rencontre un large écho », le quotidien communiste publia (le 22 octobre) une liste d'une centaine de personnes (par ordre alphabétique), mais un seul homme politique y figurait : Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central du PCF, responsable de la section de politique extérieure, précisément la section qui s'occupe de la campagne en faveur des sandinistes au Nicaragua. L'insignifiance totale de la liste éclate aux yeux, avec la seule reproduction de noms de signataires relevant des deux premières lettres de l'alphabet :

Claude Aillaud, psychologue et Georges Aillaud, ingénieur (Hauts-de-Seine) ; Roger de Andrade, sous-directeur de banque (Paris) ; Odette Bayle (Ariège) ; Andrée et Simon Bergfend (Val-d'Oise) ; Michèle Blanc, avocate (Haute-Savoie) ; M^{me} Claude Bloch, bibliothécaire retraitée (Paris) ; Norbert et Marie-Madeleine Boj, professeurs retraités (Charente-Maritime) ; Pierre Brandon, avocat honoraire, médaillé de la Résistance (Val-de-Marne) ; Jean-Marie Bonifay (Var) ; Paul Brazey, chevalier de la Légion d'honneur (Nièvre) ; Gérard et Marie-Louise Brugaud, professeurs (Hérault)

Le deuxième événement politique qui a permis de dévoiler le néant où est tombée la catégorie des compagnons de route fut le Congrès mondial de la paix, réuni du 15 au 19 octobre à Copenhague. D'après « l'Humanité » il y avait à cette réunion 2 800 délégués venus de plus de 130 pays. Voici la liste des personnalités françaises les plus « représentatives », telle que « l'Humanité » (du 17 octobre) l'a rendue publique :

La délégation française comprend notamment le chanteur Rachid Bahri ; François Biot, théologien ; l'avocat Maurice Buttin ; Daniel Cirera, secrétaire national du Mouvement de la paix ; Jacques Denis, ancien député européen ; Paul Duraffour, député honoraire ; l'écrivain Robert Escarpit ; Solange Fernex, dirigeante des Femmes pour la paix ; Yves Goussault, professeur ; Bernard Labombe, syndicaliste ; Jean Petite, initiateur de l'Appel des cent ; et le cinéaste René Vautier.

Pas de retraite pour les amis

Né en 1915, Fedor Lochtchenkov a soixante-et-onze ans. Depuis 1961, il occupait le poste de premier secrétaire du comité du parti pour la région de Iaroslavl, au nord de Moscou. En juin dernier, il a été remplacé par un secrétaire plus jeune.

Cependant, Lochtchenkov n'a pas été mis à la retraite, il est entré au gouvernement au poste de président du comité d'Etat pour la gestion des réserves maritimes.

Il semble ainsi bénéficier d'un traitement de faveur par rapport à ses collègues d'âge équivalent qui dans l'ensemble se sont vus contraints de se retirer. Ainsi par exemple, un homme dont la position était similaire à celle de Lochtchenkov, Ivan Iounak, premier secrétaire de la région de Toula, au sud de Moscou, en poste depuis 1961 lui aussi et âgé de soixante-huit ans, a été purement et simplement mis à la retraite.

Le curieux dans cette affaire c'est qu'un homme de soixante-et-onze ans prenne la tête d'un comité d'Etat (même peu important) alors que le gouvernement, comme le parti, cherche à se rajeunir. Des gens de l'âge de Lochtchenkov tels que Ziia

Nouriev, Léonide Smirnov (né en 1916) ou Ivan Bodioul (1918), tous trois vice-présidents du conseil des ministres, ont été écartés des affaires.

La raison de sa bonne fortune semble résider dans sa carrière. Il a fait ses études à l'institut aéronautique « Ordjonikidze » de Moscou où il eut comme condisciples Iegor Ligatchev et Anatoli Dobrynine*. Après la guerre, entre 1946 et 1961, Lochtchenkov et Ligatchev (de cinq ans son cadet) gravirent ensemble les échelons de l'appareil du parti de la région de Novossibirsk.

En 1957, Lochtchenkov parvint au poste de 2^e secrétaire du comité régional du parti. En 1961, il fut nommé 1^{er} secrétaire de la région de Iaroslavl.

En 1976, il devenait, en même temps que Ligatchev, membre titulaire du Comité central.

Ligatchev, lui, moins élevé dans la hiérarchie régionale de Novossibirsk que son collègue, fut appelé à travailler à Moscou, dans l'appareil du comité central, d'abord au département de l'« agit-prop », puis à celui de l'organisation du travail du parti. En 1965, il fut nommé 1^{er} secrétaire de la région de Tomsk. Poste qu'il conserva jusqu'en avril 1983, lorsqu'il fut rappelé à Moscou (sous Andropov) pour prendre la direction du département de l'organisation du travail du parti. En décembre de la même année il devenait secrétaire du comité central et, lors du plénum d'avril 1985 (le premier plénum du règne de Gorbatchev), il accédait au Bureau politique comme titulaire, et devenait de fait le numéro deux du parti.

Jusqu'en 1983, Lochtchenkov et Ligatchev ont suivi une carrière parallèle (si l'on excepte l'épisode moscovite du second). Or ce fut certainement pendant son séjour à Moscou entre 1961 et 1965 que Ligatchev fit les rencontres décisives pour sa carrière qui l'ont conduit à son poste actuel.

Il est probable que Lochtchenkov, aujourd'hui, récolte les fruits d'une longue amitié.

* Lochtchenkov et Ligatchev eurent leur diplôme d'ingénieur en 1943. Dobrynine les précéda d'une année (1942).



livres

UN PETIT TOUR CHEZ LES « RÉNOVATEURS »

En intitulant son livre « *Nouveau voyage à l'intérieur du parti communiste* » (1), Michel Cardoze voulait marquer sa filiation avec un premier « Voyage.. », celui de Harris et Sedouy (2). Mais à une enquête en profondeur, abordant de nombreux aspects du fonctionnement et de la politique de PCF, il a substitué une série désordonnée d'interviews de militants marginaux (ceux-là même qu'on appelle « rénovateurs »), à vrai dire issus pour l'essentiel des seules fédérations de Meurthe-et-Moselle, du Puy-de-Dôme et du Nord.

Que pensent les autres « rénovateurs », ceux du Finistère, du Doubs ou d'ailleurs ? Comment sont-ils perçus par les autres militants ? Comment fonctionnent les 87 autres fédérations dont l'ouvrage détourne notre attention ? On ne l'apprendra pas par Cardoze : il était pris « *par les contraintes du calendrier* » (p. 340). Autant dire par la nécessité de paraître pour la fête de l'*Humanité* version 1986, un moment médiatiquement privilégié pour les communistes. Quelques milliers d'exemplaires vendus en plus valent bien un peu de précipitation !

Dans ces conditions, la prétention de Cardoze à être l'homme d'une véritable « renaissance » de son parti grâce à son livre paraît quelque peu outrancière. Il est vrai que M. Cardoze pratique l'outrance depuis longtemps : il y a quelques années – c'était peu après la parution de *l'Archipel du Goulag* – il saluait la révolution d'octobre « *qui sonne comme un poing sur la table ou comme un drapeau, ou comme un baiser, comme un baiser surtout* » (sic). Péremptoire, il évoquait « *la certitude d'octobre* » : « *De la Havane à Hanoï, l'exploitation, le vol, l'hypocrisie des riches ont été liquidés* » (3). « Boat people » et « rééduqués » apprécieront...

Évidemment, le discours que tiennent Cardoze et ses amis (il n'est pas toujours facile de distinguer l'un de l'autre) « sonne » beaucoup moins. Les grandes considérations stratégiques en sont absentes (il est difficile de considérer comme telle la tarte à la crème autogestionnaire) et les

problèmes majeurs de l'heure, à peine évoqués. Ce qui intéresse les rénovateurs et qui devrait passionner tout le monde, ils n'en doutent pas, c'est la cuisine interne de leur parti. Celui-ci manquerait de démocratie (4). Il lui faudrait plus d'« ouverture », les militants devraient parler davantage entre eux et être plus à l'écoute de la population ! Le « Parti » ne serait plus désormais « en prise » avec la société française : il n'en a pas compris les changements ; l'évolution de la classe ouvrière et la fin du taylorisme dans les entreprises lui ont échappé ; il a fermé les yeux sur l'importance grandissante des loisirs, de la culture, etc.

Si ces tares laissent froids 90 % des Français que la lente agonie du PCF indiffère, elles concernent au premier chef les gens qui, comme Cardoze, sont hantés par la perspective de sa « mort ». Mais, au fond, pourquoi cet « acharnement thérapeutique » du Dr Cardoze ? Regrette-t-il le temps (1930 ? 1950 ?) où « le Parti » était plus qu'aujourd'hui lié aux ouvriers français et où une proportion non négligeable d'entre eux voyaient en lui leur expression politique « naturelle » ? Pour quelqu'un qui s'affirme anti-stalinien, la chose serait plutôt plaisante ! Il est vrai que, comme à la Samaritaine, on trouve de tout dans le discours rénovateur. Et à côté d'un registre libéral et humaniste avec référence – et référence – aux droits de l'homme, à l'Autre, à l'individualité, etc... on trouve cette idée que, « rénové », le Parti sera un parti révolutionnaire – un parti de « lutte » (qui sonne comme un poing ? Ou un baiser ?).

« *Je n'ai pas envie d'une France molle et sans ressort révolutionnaire* », écrit encore Cardoze. Quel malheur ce serait en effet, une France « molle », un France qui consomme, une France satisfaite, une France sociale-démocrate ! Car on a beau « rénover », on continue à considérer le « social-démocrate » comme le grand repoussoir.

Sur ce plan, Cardoze n'innove ni ne rénove. En fait, c'est ailleurs qu'il faut chercher l'intérêt de son livre. Au hasard des plaintes des cadres interviewés, au détour de leurs longues litanies critiques, on parvient à reconstituer quelques aspects d'un PCF qu'on connaît moins parce qu'ils restent d'ordinaire dans l'ombre : des permanents dont le nombre n'est pas affecté par les déboires électoraux récents et qui croissent proportionnellement à l'ensemble des militants (p. 97, p. 101) ; un appareil officiel qui coexiste avec un appareil souterrain ; des cadres promus plus pour leur fidélité et leur discipline que pour leur originalité et leur personnalité ; la poursuite d'une formation discrète donnée en URSS à un certain nombre d'entre eux, etc.

Certes, il ne s'agit là que de confirmations. Mais il n'est pas sans intérêt de les obtenir de la bouche même de cadres communistes.

P.R.

(1) Michel Cardoze, *Nouveau voyage à l'intérieur du parti communiste français*, Fayard, Paris 1986, 341 p.

(2) Le Seuil, Paris 1974.

(3) *l'Humanité*, 7 novembre 1975.

(4) Prodigieuse découverte ! Il est vrai que chaque vague de critiques au sein du P.C. se manifeste sans la mémoire de celles qui l'ont précédée.